

# **COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE**

## **RAPPORT ANNUEL**

(27 avril 2007-1<sup>er</sup> avril 2009)

**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL  
DOCUMENTS OFFICIELS, 2009**

**SUPPLÉMENT N° 17**



**NATIONS UNIES**

E/2009/37  
E/ECE/1453

# COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

## RAPPORT ANNUEL

(27 avril 2007-1<sup>er</sup> avril 2009)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL  
DOCUMENTS OFFICIELS, 2009

SUPPLÉMENT N° 17



**NATIONS UNIES**

New York et Genève, 2009

## NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte indique qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

E/2009/37 E/ECE/1453
-------------------------

PUBLICATION DES NATIONS UNIES
----------------------------------

ISSN 0251-0189
----------------



## TABLE DES MATIÈRES

	<u>paragraphe</u> s	<u>page</u>
INTRODUCTION .....	1	1
CHAPITRE		
I. QUESTIONS PORTÉES À L'ATTENTION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL .....	2 - 4	1
II. TRAVAUX ACCOMPLIS PAR LA COMMISSION DEPUIS SA SOIXANTE-DEUXIÈME SESSION		
A. Activités des organes subsidiaires .....	5	1
B. Autres activités .....	6	2
C. Relations avec d'autres programmes des Nations Unies.....	7	2
III. SOIXANTE-TROISIÈME SESSION DE LA COMMISSION		
A. Participation et organisation des travaux .....	8 - 14	2
B. Ordre du jour .....	15	3
C. Election du Bureau .....	16 - 19	3
D. Compte rendu des travaux :		
Développement économique de la région de la CEE.....	20	4
Conclusion 1 .....		5
Atténuation des changements climatiques et adaptation à ces changements – l'action de la CEE: traduire en acquis régionaux les objectifs et engagements mondiaux .....	21 - 22	5
Conclusion 2 .....		6
Examen des réformes de la CEE .....	23 - 26	6
Réforme du processus «Un environnement pour l'Europe».....	27 - 29	7
Autres questions sur lesquelles la Commission est appelée à prendre une décision. ....	30 - 32	7
Questions diverses .....	33	7
Adoption du rapport .....	34	8
IV. Décisions adoptées par la Commission économique pour l'Europe à sa soixante-troisième session .....		8

## TABLE DES MATIÈRES *(suite)*

	<u>page</u>
ANNEXES	
I. Débats tenus au titre des points 2 et 3 de l'ordre du jour .....	11
II. Liste des réunions tenues par la Commission, ses organes subsidiaires et les conventions administrées par le secrétariat de la CEE-ONU entre le 28 avril 2007 et le 3 avril 2009 .....	23
III. Publications et documents publiés par la Commission en 2007/2009 .....	45

## **COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE**

Rapport annuel pour la période du 28 avril 2007 au 1<sup>er</sup> avril 2009

### **INTRODUCTION**

1. Le présent rapport annuel a été adopté à l'unanimité par la Commission économique pour l'Europe (CEE) à la 6<sup>e</sup> séance de sa soixante-troisième session, le 1<sup>er</sup> avril 2009.

### **CHAPITRE PREMIER**

#### **QUESTIONS PORTÉES À L'ATTENTION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

2. A sa sixième réunion, la Commission a adopté sa décision A (63) (voir le chapitre IV). Cette décision, entre autres, a renouvelé l'attachement de ses États membres aux travaux de la CEE. Elle a confirmé que la CEE facilitait le renforcement de l'intégration et de la coopération économiques entre ses 56 États membres et que la Commission favorisait un développement durable.

3. Dans le cadre de cette décision, la Commission a également constaté avec satisfaction que la CEE, en adaptant ses activités à l'évolution de la situation géopolitique et aux mutations économiques dans la région, avait fait preuve d'une capacité à répondre aux besoins évolutifs de ses États membres, contribuant ainsi à la stabilité au sein de la région de la CEE. Elle l'a encouragée à continuer de jouer son rôle de catalyseur en transformant en acquis régionaux les objectifs de développement durable adoptés par la communauté internationale et en favorisant la réalisation de ces objectifs. Elle a enfin encouragé la CEE à poursuivre en tant que de besoin l'échange de bonnes pratiques au-delà de sa région.

4. Sachant que la région comprend 18 pays qui remplissent les conditions requises pour recevoir une aide publique au développement, la décision a également réaffirmé les orientations stratégiques adoptées dans le plan de réforme de la CEE, notamment sur la prise en compte des besoins spécifiques des pays en transition.

### **CHAPITRE II**

#### **TRAVAUX ACCOMPLIS PAR LA COMMISSION DEPUIS SA SOIXANTE-DEUXIÈME SESSION**

##### **A. Activités des organes subsidiaires**

5. On trouvera à l'annexe II la liste des réunions tenues depuis la soixante-deuxième session de la Commission, y compris leur date, la composition de leur bureau et la cote de leur rapport rendant compte des accords conclus et des décisions adoptées.

## **B. Autres activités**

6. Le secrétariat a organisé la session ordinaire de la Commission, les réunions du Comité exécutif, les sessions des organes subsidiaires ainsi que les autres réunions tenues sous les auspices de la CEE. Il a également produit des publications, dont la liste figure à l'annexe III. Le secrétariat a entretenu des contacts étroits et réguliers avec le Siège de l'ONU et coopéré avec les départements concernés ainsi qu'avec les secrétariats des autres commissions régionales sur des projets présentant un intérêt commun.

## **C. Relations avec d'autres programmes des Nations Unies**

7. Pendant la période 2007-2009, la Commission et son secrétariat ont continué de coopérer avec divers organes de l'ONU, dont le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ainsi qu'avec d'autres organisations internationales et leurs secrétariats, comme prévu dans le programme de réforme de la CEE.

## **CHAPITRE III**

### **SOIXANTE-TROISIÈME SESSION DE LA COMMISSION**

#### **A. Participation et organisation des travaux**

8. La Commission a tenu sa soixante-troisième session du 30 mars au 1<sup>er</sup> avril 2009. Lors de la séance d'ouverture, elle a entendu des déclarations du Président et du Secrétaire exécutif.

9. Ont participé à la soixante-troisième session des représentants des pays suivants: Albanie, Allemagne, Andorre, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Malte, Monaco, Monténégro, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie et Ukraine.

10. Des représentants de la Communauté européenne ont participé à la session.

11. Des représentants du Saint-Siège y ont pris part en vertu de l'article 8 du mandat de la Commission.

12. Ont également assisté à la session des représentants du Bureau des commissions régionales à New York, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), ainsi que des institutions spécialisées et organisations intergouvernementales ci-après: Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds monétaire international (FMI), Organisation météorologique mondiale (OMM), Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), Charte européenne de l'énergie, Communauté économique eurasiennne, Agence européenne pour l'environnement, Parlement européen, Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires (OTIF), Centre du commerce international (CCI), Assemblée interparlementaire de la Communauté économique eurasiennne, Organisation pour la sécurité et la

coopération en Europe (OSCE), Conseil de coopération régionale, Organisation mondiale des douanes (OMD) et Organisation mondiale du commerce (OMC).

13. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées: Comité international des transports ferroviaires (CIT), Association européenne des fournisseurs de l'automobile (CLEPA), Bureau européen de l'environnement, Eco-Forum européen, Association européenne des gaz industriels (EIGA), Association du transport aérien international (IATA), Organisation internationale des constructeurs automobiles (OICA), Fédération internationale des professions immobilières (FIABCI), Fédération routière internationale (FRI), Union internationale des transports routiers (IRU) et World Trade Institute (WTI).

14. Une liste complète des participants figure sur le site Internet de la CEE.

### **B. Ordre du jour**

15. La Commission a adopté son ordre du jour (E/ECE/1449).

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Développement économique de la région de la CEE.
3. Atténuation des changements climatiques et adaptation à ces changements – l'action de la CEE: traduire en acquis régionaux les objectifs et engagements mondiaux.
4. Examen des réformes de la CEE.
5. Réforme du processus «Un environnement pour l'Europe».
6. Autres questions sur lesquelles la Commission est appelée à prendre une décision.
7. Élection du Bureau.
8. Questions diverses.
9. Adoption du rapport.

### **C. Élection du Bureau**

16. Le Règlement intérieur de la Commission, tel que modifié lors de la soixante-troisième session, stipule qu'«à chacune de ses sessions biennales, la Commission élit, parmi ses États membres, un pays qui assume la présidence pour la durée de l'exercice biennal. Le (la) Président(e) est le (la) représentant(e) du pays élu. À la même séance, la Commission élit deux pays dont les représentants deviennent vice-présidents pour la durée de l'exercice biennal. Le (la) Président(e) et les Vice-Présidents de la Commission assument également la présidence et la vice-présidence du Comité exécutif pour la durée de l'exercice biennal».

17. À la soixante-troisième session de la Commission, la présidence a été assurée par la Belgique et la vice-présidence par la Norvège et l'Ukraine.

18. Le rapporteur de la session a été le représentant de la France.

19. Lors de sa 5<sup>e</sup> séance, la Commission a élu la Belgique à la présidence et le Kirghizistan et la Serbie à la vice-présidence de la soixante-quatrième session.

## **D. Compte rendu des travaux**

### **Développement économique de la région de la CEE (Point 2 de l'ordre du jour)**

20. Ce point a été examiné dans le cadre d'une séance d'ouverture et de trois tables rondes, dont on trouvera un compte rendu succinct à l'annexe I. Les participants à ces débats ont été :

#### **a) Séance d'ouverture sur la situation économique générale en Europe**

M. Marek Belka, Directeur du Département Europe, Fonds monétaire international  
M. Jean-Daniel Gerber, Secrétaire d'État à l'économie, Suisse  
M. Alexander Yakovenko, Vice-Ministre des affaires étrangères, Fédération de Russie

#### **b) Intégration économique dans la région pan-européenne**

M. Michael Emerson, maître de recherche adjoint, Centre des études politiques européennes  
(animateur)

M<sup>me</sup> Etelka Barsi-Pataky, Député européen  
M. Sigurd Heiberg, Stratégie de groupe et acquisitions, StatoilHydro ASA, Norvège  
M. Lubomír Jahnátek, Ministre de l'économie, Slovaquie  
M. Gary Litman, Vice-Président, Politique et initiatives européennes, Chambre de commerce des États-Unis  
M. Tair Mansurov, Secrétaire général de la Communauté économique eurasienne  
M. Philippe Meunier, Directeur des affaires économiques et financières, Ministère des affaires étrangères et européennes, France  
M. Michael Roberts, Division développement, Organisation mondiale du commerce  
M<sup>me</sup> Tatyana Starchenko, Vice-Ministre de l'économie, Bélarus

#### **c) Promouvoir des économies compétitives et novatrices, fondées sur le savoir**

M. Augusto Lopez-Claros, Directeur de l'EFD Global Consulting Network et ancien économiste principal et Directeur du Programme sur la compétitivité à l'échelle mondiale du Forum économique mondial (animateur)  
M. Antonio Erario, chef de la Division des réglementations internationales, Département du transport terrestre, Ministère des infrastructures et des transports, Italie  
M<sup>me</sup> Marina Kaljurand, Sous-Secrétaire à l'économie et au développement, Ministère des affaires étrangères, Estonie  
M. Malcolm McKinnon, chef de secrétariat du SITPRO (organisation de facilitation du commerce national du Royaume-Uni)  
M. Sergey Mostinsky, Directeur de la coopération internationale, RUSNANO (société russe de nanotechnologies), Fédération de Russie  
M. Steve Williams, professeur invité à la Duke University, États-Unis

#### **d) Renforcement de la cohésion économique**

M<sup>me</sup> Kori Udovicki, administratrice assistante et Directrice du Bureau régional pour l'Europe du Programme des Nations Unies pour le développement (animatrice)

M. Fredrik Arthur, Ambassadeur pour l'égalité des sexes, Ministère des affaires étrangères, Norvège

M. Marin Anton, Secrétaire d'État au Ministère des transports et des infrastructures, Roumanie

M. Fatmir Besimi, Ministre de l'économie, ex-République yougoslave de Macédoine

M. Bernd Marin, Directeur exécutif du Centre européen de formation et de recherche en action sociale, Vienne

M. Hussein Abaza, chef du Service de l'économie et du commerce, Programme des Nations Unies pour l'environnement

#### **Conclusion 1**

La Commission s'est félicitée de la richesse des débats au titre du point 2 de l'ordre du jour et a prié le Comité exécutif de donner suite, en tant que de besoin, aux points soulevés dans le cadre de ses travaux du prochain exercice biennal.

#### **Atténuation des changements climatiques et adaptation à ces changements – l'action de la CEE: traduire en acquis régionaux les objectifs et engagements mondiaux (Point 3 de l'ordre du jour)**

21. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie du document E/ECE/1450, qui donne un aperçu des travaux en cours de la CEE dans le cadre de son mandat dans les domaines de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique et souligne les thèmes susceptibles d'être approfondis.

22. Cette question a été examinée dans le cadre d'une séance d'ouverture et de trois tables rondes, dont un compte rendu succinct figure à l'annexe I. Les participants à ces débats étaient les suivants:

##### **a) Séance d'ouverture sur les changements climatiques dans la région de la CEE**

M. Matthias Machnig, Secrétaire d'État à l'environnement, Allemagne

M. Paolo Monferino, PDG d'IVECO (constructeur de véhicules industriels)

M. Predrag Nenezic, Ministre du tourisme et de l'environnement, Monténégro

M. Gérard Poffet, Directeur adjoint de l'Office fédéral de l'environnement, Suisse

##### **b) L'action de la CEE dans le domaine du climat: efficacité énergétique, pollution atmosphérique et émissions de gaz à effet de serre**

Le professeur David Simon, Royal Holloway College, Londres (animateur)

M. Lajos Csepi, Vice-Ministre des transports, des télécommunications et de l'énergie, Hongrie

M. Wolfgang Förster, conseiller principal, Département de l'habitat de Vienne, Autriche

M. Giacomo Mattino, chef adjoint du Groupe de l'industrie automobile, de la compétitivité, du marché intérieur de biens et des politiques sectorielles, Direction générale des entreprises et de l'industrie, Commission européenne

M. Markus van der Burg, Directeur, Conning Asset Management Ltd., SwissRe Group, Londres

M. Martin Williams, Royaume-Uni, Président de l'Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance

**c) L'action de la CEE dans le domaine du climat: eau, forêts et bois:  
les systèmes naturels doivent s'adapter, mais ils peuvent  
contribuer à l'atténuation**

Le Professeur David Simon, Royal Holloway College, Londres (animateur)

M. Christophe Bouvier, Directeur du Bureau régional pour l'Europe du Programme des Nations Unies pour l'environnement

M. Allan Carroll, chercheur – Écologie des insectes, Service forestier canadien

M. Carel de Villeneuve, conseiller principal pour les politiques chargé des questions internationales, Direction générale de l'eau, Ministère des transports, des travaux publics et de la gestion de l'eau, Pays-Bas

M. Goran Svilanovic, coordonnateur des activités économiques et environnementales, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

**d) L'action de la CEE dans le domaine du climat: changements à opérer  
au sein de la société en vue faire face aux changements climatiques**

M. Jan Dusik, Premier Vice-Ministre de l'environnement, République tchèque, Président de la Réunion des Parties à la Convention d'Aarhus (animateur)

M. John Hontelez, Secrétaire général du Bureau européen pour l'environnement

M<sup>me</sup> Heli Jeskanen-Sundström, Directrice générale de l'Office statistique de Finlande

M<sup>me</sup> Irina Semko, chef du Département des relations internationales et du Centre pour l'éducation au développement durable, Université internationale Sakharov pour l'environnement, Ministère de l'éducation, Bélarus, et coordonnatrice du Groupe de travail CEE sur l'éducation au développement durable

M<sup>me</sup> Elizabeth Wilson, Oxford Brookes University, Royaume-Uni

## **Conclusion 2**

La Commission s'est félicitée de la richesse des débats au titre du point 3 de l'ordre du jour et a prié le Comité exécutif de donner suite en tant que de besoin aux points soulevés, dans le cadre de ses travaux du prochain exercice biennal.

### **Examen des réformes de la CEE (Point 4 de l'ordre du jour)**

23. Pour l'examen de ce point, la Commission a été saisie du document E/ECE/1451 sur l'examen de la réforme de la CEE.

24. La Commission a accueilli avec satisfaction la mise en œuvre de la réforme de la CEE. Elle a souligné le rôle unique de la CEE en tant que tribune paneuropéenne permettant à tous les pays d'examiner, sur un pied d'égalité, des enjeux importants tels que l'intégration économique, la coopération régionale et les bonnes pratiques. Les États membres ont pris note des résultats concrets des travaux de la CEE, dont les incidences concernent non seulement la région de la CEE, mais également d'autres régions du monde. La Commission a également pris note de l'évolution positive du partenariat et de la coopération avec d'autres organisations, y compris le secteur privé. Elle a accueilli avec satisfaction les

travaux du Comité exécutif, notant que cet organe de gouvernance avait permis aux États membres de trouver, en collaboration avec le secrétariat, des solutions opportunes aux problèmes et défis qui se posaient.

25. Soulignant la pertinence et l'utilité de la CEE, les participants sont convenus que tant les États membres que le secrétariat devaient redoubler d'efforts pour promouvoir une compréhension et une reconnaissance accrues des travaux et des résultats de la CEE, y compris au sein des organes de l'ONU à New York.

26. Les conclusions auxquelles est parvenue la Commission au titre du point 4 de l'ordre du jour ont été consignées dans la décision A (63) relative aux travaux de la Commission, dont le texte figure au chapitre IV.

#### **Réforme du processus «Un environnement pour l'Europe» (Point 5 de l'ordre du jour)**

27. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie du rapport du Comité des politiques de l'environnement de sa session extraordinaire qui s'est tenue du 27 au 29 janvier 2009 (ECE/CEP/S/52).

28. Le plan de réforme du processus «Un environnement pour l'Europe», tel qu'il figure à l'annexe 1 du document ECE/CEP/S/52, a été soumis à la Commission, pour approbation.

29. La conclusion à laquelle est parvenue la Commission au titre du point 5 de l'ordre du jour est consignée dans la décision A (63) relative aux travaux de la Commission, dont le texte figure au chapitre IV.

#### **Autres questions sur lesquelles la Commission est appelée à prendre une décision (Point 6 de l'ordre du jour)**

30. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie du document E/ECE/1452 donnant un aperçu des questions sur lesquelles elle était appelée à prendre une décision: approbation de la tenue en 2009 de la quatrième réunion régionale de la CEE sur la réalisation des objectifs du développement durable et adoption du mandat révisé du Comité du bois. Deux autres questions appelant une décision de la Commission ont été présentées oralement.

31. La Commission était également saisie du document ECE/TIM/2008/7 contenant le mandat révisé du Comité du bois et entériné par le Comité exécutif à sa vingt-neuvième réunion, tenue le 27 février 2009.

32. Les conclusions auxquelles est parvenue la Commission au titre du point 6 de l'ordre du jour sont consignées dans les décisions A (63) sur les travaux de la Commission et B (63) sur la composition des Bureaux de la Commission et du Comité exécutif, dont le texte figure au chapitre IV.

#### **Questions diverses (Point 8 de l'ordre du jour)**

33. Les délégations se sont félicitées du travail accompli par l'ancien Secrétaire exécutif, Marek Belka, et ont promis leur soutien au nouveau Secrétaire exécutif, Ján Kubiš, et aux membres du Bureau de la Commission.

**Adoption du rapport  
(Point 9 de l'ordre du jour)**

34. Le rapport a été adopté.

**CHAPITRE IV**

**DÉCISIONS ADOPTÉES PAR LA COMMISSION ÉCONOMIQUE  
À SA SOIXANTE-TROISIÈME SESSION**

**A (63) LES TRAVAUX DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE  
POUR L'EUROPE**

La Commission économique pour l'Europe,

*Rappelant* le plan de réforme de la CEE adopté en décembre 2005 et ayant examiné l'application dudit plan,

*Confirmant* que la CEE constitue une tribune multilatérale facilitant le renforcement de l'intégration et de la coopération économiques entre ses 56 États membres et que la Commission favorise un développement durable,

*Reconnaissant* que la CEE a renforcé sa coopération avec les organisations partenaires, ce qui, à son tour, accroît l'impact et la pertinence des travaux de la CEE,

*Constatant avec satisfaction* que la CEE, tout en adaptant ses activités à l'évolution de la situation géopolitique et aux mutations économiques dans la région, a fait preuve d'une capacité à répondre aux besoins évolutifs de ses États membres, contribuant ainsi à la stabilité au sein de la région de la CEE,

*Se félicitant* des résultats obtenus et encourageant de nouveaux progrès dans l'exécution du programme de travail révisé de la CEE, y compris sur les trois questions intersectorielles définies dans le plan de réforme (objectifs du Millénaire pour le développement, questions liées à la parité hommes-femmes et participation du secteur privé et des organisations non gouvernementales), telles qu'elles sont énoncées dans le document E/ECE/1451,

*Encourageant* la Commission à poursuivre en tant que de besoin l'échange de bonnes pratiques au-delà de sa région, notamment grâce à la coordination à l'échelle du système des Nations Unies et conformément au mandat des organes de l'ONU,

*Reconnaissant* que la nouvelle structure de gouvernance de la CEE améliore le contrôle la transparence et la cohérence horizontale des travaux de la CEE,

*Prenant note* des orientations des travaux de la Commission qu'il convient de renforcer pour les rendre conformes au plan de réforme de la CEE, sur la base des analyses effectuées à cet égard,

*Sachant* que les pays en transition, y compris les 18 pays remplissant les conditions requises pour recevoir une aide publique au développement, sont les bénéficiaires de près de 90 % des activités et fonds de coopération technique de la CEE,

1. *Réitère* l'importance de la CEE en tant que partie intégrante du système des Nations Unies et *encourage* la Commission à continuer de jouer son rôle de catalyseur en transformant en acquis régionaux les objectifs de développement durable adoptés par la communauté internationale et en favorisant la réalisation de ces objectifs;
2. *Réaffirme* les orientations stratégiques adoptées dans le plan de réforme de la CEE et *renouvelle* l'attachement de ses États membres aux travaux de la CEE, notamment sur la prise en compte des besoins spécifiques des pays en transition;
3. *Prie* le Comité exécutif d'examiner minutieusement, en tant que de besoin, les conclusions des débats de la soixante-troisième session de la Commission, dans le cadre de l'examen des programmes de travail des comités sectoriels de la CEE pendant l'intersession;
4. *Décide* de ne pas poursuivre la mise au point d'un mécanisme d'alerte rapide en concertation avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe;
5. *Décide également* de reporter à sa soixante-quatrième session, en 2011, l'examen formel des incidences de la biennalisation des sessions de la Commission;
6. *Entérine* le plan de réforme du processus «Un environnement pour l'Europe», tel qu'il figure à l'annexe I du document ECE/CEP/S/152;
7. *Décide* d'organiser, les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 2009 à Genève, la quatrième réunion régionale de mise en œuvre, préparatoire à la dix-huitième session de la Commission du développement durable;
8. *Approuve* le mandat révisé du Comité du bois, tel qu'il figure dans le document ECE/TIM/2008/7;
9. *Prie* le Comité exécutif de prendre les mesures voulues, sur la base des débats qui auront lieu sur cette question au sein du groupe informel, pour améliorer l'efficacité du sous-programme relatif au commerce et d'adopter, par consensus, une décision sur l'avenir du Comité du commerce.

### **B (63) MEMBRES DES BUREAUX DE LA COMMISSION ET DU COMITÉ EXÉCUTIF**

La Commission économique pour l'Europe,

1. *Décide* de modifier l'article 12 du Règlement intérieur de la Commission, comme suit:  

«À chacune de ses sessions biennales, la Commission élit, parmi ses États membres, un pays qui assume la présidence pour la durée de l'exercice biennal. Le (la) Président(e) est le (la) représentant(e) du pays élu. À la même séance, la Commission élit deux pays dont les représentants deviennent Vice-Présidents pour la durée de l'exercice biennal. Le (la) Président(e) et les Vice-Présidents de la Commission assument également la présidence et la vice-présidence du Comité exécutif pour la durée de l'exercice biennal.»;
2. *Décide également*, conséquence directe de l'amendement ci-dessus, de modifier l'article 9 du mandat du Comité exécutif, ainsi que les articles 10 et 12 du Règlement intérieur du Comité exécutif, comme suit:

Article 9

Le Comité exécutif est présidé par le (la) Président(e) de la Commission, aidé(e) par les deux Vice-Présidents de la Commission.

Article 10

Le (la) Président(e) et les Vice-Présidents de la Commission assument la présidence et la vice-présidence du Comité exécutif pour la durée de l'exercice biennal.

Article 12

Si le (la) représentant(e) du pays assumant la présidence ou la vice-présidence de la Commission et du Comité exécutif cesse de représenter son pays, le nouveau représentant ou la nouvelle représentante de ce pays devient le nouveau Président ou Vice-Président ou la nouvelle Présidente ou Vice-Présidente pour la période restant à courir. Si le (la) représentant(e) du pays assumant la présidence ou la vice-présidence se trouve dans l'impossibilité de continuer à exercer ses fonctions, le (la) représentant(e) suppléant(e) devient le nouveau Président ou Vice-Président ou la nouvelle Présidente ou Vice-Présidente pour la période de temps restant à courir.

## ANNEXE I

### DÉBATS TENUS AU TITRE DES POINTS 2 ET 3 DE L'ORDRE DU JOUR

#### **Point 2: Développement économique de la région de la CEE**

*Ce point a été examiné dans le cadre d'une séance d'ouverture sur la situation économique générale en Europe, suivie de trois tables rondes sur i) l'intégration économique dans l'Europe élargie, ii) la promotion d'économies compétitives et novatrices fondées sur le savoir et iii) le renforcement de la cohésion économique. La liste des orateurs figure au chapitre III (par. 18).*

1. Les orateurs principaux, les animateurs et les participants aux tables rondes ont tous reconnu la situation économique difficile non seulement de l'Europe mais aussi du monde entier. Ils ont également reconnu que cette situation pourrait encore se détériorer. Toutes les sous-régions de la région de la CEE étaient en proie à une grave récession économique, parfois plus grave que la grande dépression des années 30. D'aucuns ont estimé que la crise aurait des répercussions importantes sur les tendances à long terme telles que la mondialisation, ainsi que sur la structure et la fonction des institutions internationales ou régionales. Les participants se sont généralement accordés sur le fait que toute solution à la crise actuelle passait par un accroissement de la coopération et ont souligné le rôle historique de la CEE dans la promotion de la coopération intergouvernementale. La nécessité d'éviter le protectionnisme et de ne pas fermer les frontières aux capitaux et aux migrants a également été soulignée. Il a été estimé que certaines mesures en cours d'adoption dans le domaine des services financiers représentaient en fait une forme de protectionnisme.

2. Les participants se sont généralement accordés sur le fait que, pour limiter l'incidence négative de la crise ainsi que pour promouvoir un développement durable, il importait de faire face aux défis qui se posaient aux économies de la région en renforçant leur intégration, en créant des économies novatrices et en assurant une répartition équitable des fruits de la croissance. Il a été estimé que la contraction de l'économie mondiale résultant de la crise financière favoriserait le commerce régional au détriment du commerce mondial et que cela aurait des répercussions importantes sur les activités de la CEE, en particulier dans les domaines du commerce, du transport et de l'énergie. D'aucuns ont déclaré que le modèle économique des pays émergents européens devrait changer, étant donné que ces économies ne pourraient plus, comme auparavant, financer leur développement au moyen de capitaux étrangers. Ils ont ajouté qu'en ces périodes de difficultés économiques il y avait peu de marge pour des erreurs d'orientation. Étant donné que la crise a favorisé une augmentation des incertitudes et de la peur du risque, il importe plus que jamais de créer des conditions économiques et des institutions gouvernementales transparentes et efficaces. Les pays ont été encouragés à «profiter» de la crise pour concevoir leur programme de relance budgétaire destiné à mettre en valeur les énergies renouvelables et d'autres technologies «vertes», ainsi que pour moderniser l'infrastructure nécessaire à l'amélioration de la productivité. Plus généralement, il fallait aborder de manière cohérente et non pas en ordre dispersé les questions relatives à la durabilité écologique et aux objectifs macroéconomiques.

3. L'Amérique du Nord et la plupart des pays de l'Union européenne ont atteint un degré élevé d'intégration économique, caractérisé par une circulation relativement libre des biens, des services, des capitaux et des personnes. Cependant, l'intégration est-ouest au sein de l'Europe, même si elle a nettement progressé au cours des deux dernières décennies, est restée plutôt faible dans plusieurs domaines importants:

- Des barrières commerciales subsistent;
- Peu de progrès ont été faits sur la voie de l'adhésion à l'OMC de tous les pays émergents d'Europe;

- Les procédures de franchissement des frontières peuvent être longues, imprévisibles et lourdes;
- Les normes de fabrication des produits ne sont pas toujours compatibles avec les normes sanitaires;
- Certains problèmes écologiques transfrontières ne sont pas résolus;
- Les réseaux de transport aussi bien ferroviaires que routiers sont souvent insuffisants;
- L'infrastructure énergétique est limitée et caractérisée par plusieurs goulets d'étranglement;
- Les restrictions financières continuent de limiter les flux de capitaux;
- Les restrictions aux migrations subsistent.

4. Plusieurs intervenants ont souligné que les activités de la CEE avaient été et continuaient d'être importantes dans la recherche de solutions aux problèmes ayant entravé l'intégration européenne. Il s'agit avant tout des activités de la CEE visant à promouvoir le développement d'une infrastructure paneuropéenne dans les domaines des transports et de l'énergie, ainsi que la facilitation du commerce. L'intensification du partenariat entre l'Union européenne et l'Europe orientale a également été encouragée en tant que solution à ces problèmes.

5. Les participants ont débattu de l'importance d'une meilleure gestion des ressources énergétiques mondiales comme moyen de favoriser des approvisionnements énergétiques viables et durables. Pour faciliter la réalisation d'un tel objectif, des participants ont proposé que les États adoptent et appliquent la Classification-cadre des Nations Unies pour l'énergie fossile et les ressources minérales de 2009 (résolution 2004/233 du Conseil économique et social). En tant qu'organisme chargé d'administrer cette Classification-cadre, la CEE pourrait jouer un rôle important en aidant les pays membres à l'appliquer. Elle contribuerait ainsi à donner une vue d'ensemble des mesures que l'on pourrait prendre pour atténuer les risques pour l'environnement liés à la production et à l'utilisation de combustibles d'origine fossile.

6. Plusieurs intervenants ont indiqué que la sécurité énergétique demeurait l'une des principales préoccupations des États membres de la CEE. La diversification des sources ainsi que des types de ressources énergétiques constituait toujours un défi de taille que la CEE, grâce à ses connaissances spécialisées, pourrait aider les États membres à relever. L'importance du renforcement de la coopération régionale entre les pays d'Europe et ceux d'Asie centrale dans le domaine énergétique a également été soulignée, de même qu'a été mentionnée la possibilité d'y associer l'Afghanistan. Certains participants ont en outre soulevé la question d'une éventuelle mise au point d'un mécanisme multilatéral permettant de gérer les gazoducs transfrontières. D'autres ont souligné l'importance des instruments juridiques relatifs aux questions énergétiques et ont jugé important le rôle de la CEE dans la facilitation des dialogues entre ses États membres. Il a été noté que le secrétariat de la Charte de l'énergie et la CEE avaient entretenu de très bonnes relations de coopération dans le cadre de projet relatif à l'efficacité énergétique et que cette coopération pouvait encore être renforcée.

7. Les infrastructures de transport ont été considérées comme l'un des plus gros obstacles à la croissance économique dans la région. Il fallait une harmonisation plus poussée des efforts d'intégration des réseaux nationaux dans les réseaux régionaux et une meilleure coordination des ressources budgétaires. En ce qui concerne la nécessité d'améliorer les infrastructures de transport et de faciliter la circulation internationale des personnes et des biens, les instruments juridiques et les normes techniques de la CEE en matière de transport constituaient des outils efficaces pour résoudre certains de ces problèmes. La CEE devrait également redoubler d'efforts pour faire progresser ses travaux sur l'exécution de projets novateurs relatifs aux corridors de transport, à la facilitation du transit et à l'introduction de techniques de transport moderne, ainsi que pour aider ses États membres à coordonner leurs politiques nationales des transports.

8. En s'appuyant sur ses instruments de coordination et ses mécanismes de planification, la CEE devrait redoubler d'efforts pour accélérer les travaux concernant la définition des priorités en matière de liaisons de transport, la formulation de recommandations aux États membres pour les aider à faire la part entre les intérêts nationaux et les intérêts internationaux et la coordination des politiques et programmes infrastructurels entre pays voisins. La CEE est très bien placée pour promouvoir et favoriser l'interopérabilité technique, juridique et administrative concernant, par exemple, les réseaux ferroviaires, les procédures de franchissement des frontières et l'élimination des goulets d'étranglement d'ordre administratif dans le transport international. Elle devrait veiller à l'élaboration des normes harmonisées nécessaires concernant les systèmes de transport intelligents (STI), en étroite collaboration avec toutes les parties intéressées. Des participants ont également estimé qu'il fallait se pencher sur l'application des techniques STI aux infrastructures afin de moderniser le réseau actuel et d'en améliorer l'efficacité grâce aux techniques déjà disponibles.

9. Les politiques et mesures visant à améliorer la sécurité et la sûreté devraient également être appliquées, mais elles ne devraient pas permettre l'émergence d'une nouvelle forme de protectionnisme qui entraverait les activités de transport. La CEE a été encouragée à collaborer avec l'Organisation mondiale des douanes et d'autres parties prenantes afin de réduire le protectionnisme ainsi que les risques et les coûts liés aux opérations de transport tous modes confondus. L'importance des nouvelles technologies pour l'amélioration de la sécurité et de l'efficacité des systèmes de transport a été évoquée, de même que le rôle que la CEE pourrait jouer dans l'élaboration de normes régionales et mondiales régissant ces technologies. Dans le même ordre d'idées, il a été noté que certaines activités de la CEE dans le domaine des transports s'étendaient au-delà de la région de la CEE, une solution mondiale approuvée par plusieurs participants.

10. Il a été noté que les pays membres de la Communauté économique eurasiennne avaient décidé de créer un marché du transport unique dans la région. Le renforcement de la coopération régionale dans le développement des infrastructures de transport, l'application de technologies de transport novatrices et la coordination des politiques nationales des transports permettraient de renforcer la capacité du secteur des transports à fournir des services appropriés entre l'Europe et l'Asie. La CEE a été encouragée à poursuivre ses efforts visant à développer les liaisons de transport Europe-Asie, en collaboration avec d'autres organisations internationales et les pays intéressés.

11. Des intervenants ont souligné que la CEE devrait redoubler d'efforts pour réduire les barrières commerciales, améliorer la facilitation des échanges et accroître l'utilisation des normes internationales en vue de favoriser le commerce au sein de la région, de réduire les risques et de limiter tout nouveau protectionnisme. L'initiative relative à «L'aide pour le commerce» a été jugée importante pour aider les pays en développement et les pays en transition à définir et à satisfaire leurs besoins prioritaires en matière de développement du commerce. Jusqu'à présent, les pays en transition de la région de la CEE avaient généralement été exclus de ce processus, mais la CEE pourrait apporter une contribution importante en collaborant avec d'autres organismes (OMC, CNUCED, PNUD, notamment) pour favoriser la pleine participation de tous les pays en transition à cette initiative. La CEE pourrait contribuer à l'élaboration de recommandations concrètes et axées sur les résultats. De manière plus générale, il a été estimé que l'adhésion à l'OMC était importante pour l'ensemble de la région de la CEE, étant donné que c'était une police d'assurance contre le protectionnisme.

12. Des participants ont souligné que la facilitation du commerce constituait un outil important pour réduire les coûts et, par conséquent, une des solutions à la crise économique mondiale. La dépendance excessive à l'égard de documents commerciaux sur papier, s'ajoutant à des procédures commerciales indûment complexes, entraînait un accroissement du coût des échanges et une érosion de la compétitivité des pays. Étant donné que la CEE disposait d'un ensemble de normes, de recommandations et d'outils novateurs pour faire face à ces problèmes, d'aucuns ont estimé qu'une augmentation des ressources

extrabudgétaires destinées à financer la mise au point et la promotion de ces solutions pourrait favoriser une amélioration de l'environnement commercial. Plus généralement, les participants ont fait observer que les technologies de l'information et des communications (TIC) avaient un rôle important à jouer dans la promotion d'activités efficaces des gouvernements et de la CEE dans le domaine des normes relatives à l'administration et au commerce en ligne.

13. Les participants ont souligné que la gestion efficace et équitable des ressources hydrauliques en Asie centrale constituait une question importante que la CEE pourrait aider à résoudre, étant donné ses connaissances spécialisées et ses conventions sur les problèmes environnementaux transfrontières. La ratification et l'application de ces conventions ont d'ailleurs été encouragées. Des participants ont évoqué la possibilité de lancer une grande initiative internationale ou multilatérale concernant l'exploitation des ressources transfrontières, à laquelle seraient associées les autres organisations régionales (OSCE, Banque asiatique de développement, etc.) ainsi que l'Afghanistan. D'autres ont souligné combien la ratification d'accords multilatéraux sur l'environnement était importante pour la résolution des problèmes écologiques.

14. La capacité des gouvernements et du secteur privé à mesurer l'évolution économique et sociale dans un pays et à la comparer avec celle d'autres pays est fonction de l'existence de statistiques très fiables et comparables à l'échelle internationale. Des participants ont déclaré que le capital humain en tant que source de croissance gagnerait en importance après la crise, car les flux internationaux de capitaux physiques accuseraient une baisse. C'est pourquoi les travaux que mène la CEE pour mieux mesurer le capital humain en tant que préalable au développement durable se révéleront de plus en plus utiles.

15. Des intervenants ont souligné qu'en dépit de la crise financière actuelle, qui aurait vraisemblablement pour effet de ralentir la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les pays de la région devraient poursuivre leurs efforts pour atteindre ces objectifs. Plus que jamais, il importe de recenser les goulets d'étranglement afin de prendre les mesures appropriées. Pour ce faire, il faut renforcer la capacité statistique des pays qui produisent des indicateurs liés aux OMD, afin que ceux-ci soient plus pertinents, complets et exacts. En outre, la crise avait mis en exergue l'importance qu'il y avait de disposer de données migratoires exactes et, à cet égard, des participants ont noté les travaux de la CEE en matière d'amélioration de la production et de la comparabilité des statistiques sur les migrations. Les participants ont également insisté sur l'importance de statistiques mieux ventilées par sexe en tant que préalable à une meilleure évaluation des différences systématiques entre les femmes et les hommes dans la région. Ils ont souligné que la CEE devrait tenir compte de la problématique hommes-femmes dans ses travaux normatifs et qu'elle devrait développer sa base de données dans ce domaine et continuer de fournir une assistance technique aux pays de la CEI et de l'Europe du Sud-Est en vue de la production de statistiques ventilées par sexe. De même, l'importance de statistiques et d'indicateurs liés à l'âge a été mentionnée.

16. Des participants ont fait observer qu'une fois la crise passée les pays éprouveraient de grandes difficultés à retrouver l'équilibre budgétaire. Pour assainir la situation financière, il serait essentiel de résoudre le problème à long terme des caisses de pension, dû à la situation démographique de l'Europe. Par conséquent, la CEE devra redoubler d'efforts pour aider ses pays membres à faire face au défi démographique que représente le vieillissement de la population. Il faudrait, pour ce faire, échanger des bonnes pratiques, contribuer à l'élaboration de politiques et de programmes liés au vieillissement dans les pays en transition et coordonner les efforts de collecte de données plus fiables en vue de l'élaboration de tels politiques et programmes. Les États membres ont été encouragés à redoubler d'efforts pour mettre en œuvre la Stratégie régionale d'exécution du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement. Des participants ont également fait observer que la crise avait des incidences négatives sur les taux de mariage et de naissance dans les anciens pays en transition et que cela exacerberait leurs problèmes démographiques, qui étaient déjà graves.

17. Étant donné que la crise actuelle a commencé par des difficultés financières et des problèmes de réglementation dans le secteur immobilier, la création de directives pour une meilleure transparence dans ce secteur a été jugée très importante pour la stabilisation des marchés financiers. À cet égard, des participants ont salué le rôle joué par le Groupe consultatif du marché immobilier et ont encouragé celui-ci à étendre ses activités de façon à renforcer les institutions du marché immobilier au sein de l'Europe élargie.

18. Pour améliorer les conditions de vie dans la région, il est essentiel de renforcer la capacité d'innovation des États membres de la CEE. Des participants ont noté la contribution de la nouvelle division de la CEE, qui offre une tribune pour un dialogue et un échange de bonnes pratiques en matière d'innovation. Il a été suggéré que la CEE se penche sur les incidences que les restrictions budgétaires dues à la crise dans les pays émergents avaient sur l'innovation et la création d'une économie fondée sur le savoir. Des participants ont indiqué qu'en raison de la crise les pouvoirs publics devraient renforcer leur rôle de contrôle de l'économie et que cela ouvrirait de nouvelles possibilités de partenariat public-privé, d'où l'importance grandissante des activités menées au titre de ce programme.

19. Étant donné la gravité de la récession économique actuelle, il est très probable que beaucoup de personnes en seront affectées. Le chômage devrait augmenter partout, avec son cortège de pauvreté et d'inégalités sociales. En ce qui concerne la région de la CEE, la pauvreté extrême avait quasiment été éliminée à la fin de l'année 2007, mais du fait de la hausse des prix des denrées alimentaires, de la détérioration de l'emploi et de la mise à mal des dispositifs de sécurité sociale, 10 millions d'habitants de la région sont déjà retombés dans la pauvreté. L'histoire montre que ce sont habituellement les plus pauvres et les personnes marginalisées qui souffrent le plus durant une crise. Plus généralement, les progrès récemment accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement devraient être réduits à néant.

20. Des participants ont fait observer que les femmes formaient l'écrasante majorité des pauvres et qu'elles avaient été durement touchées par la crise. Nombre des institutions de microcrédit dont dépendaient les femmes commençaient seulement maintenant à subir les contrecoups de la crise. Plus généralement, la crise actuelle aura des incidences négatives sur l'égalité des sexes et il faut, par conséquent, renforcer les activités visant notamment à accroître l'emploi des femmes. Des participants ont reconnu que le programme de la CEE sur l'égalité des sexes avait joué un rôle important dans la résolution de ces problèmes.

**Point 3: Atténuation des changements climatiques et adaptation à ces changements – l'action de la CEE: traduire en acquis régionaux les objectif et engagements mondiaux**

*Ce point a été examiné dans le cadre d'une séance d'ouverture sur les changements climatiques dans la région de la CEE, suivie de tables rondes sur l'action de la CEE dans le domaine du climat, notamment sur les questions suivantes: i) efficacité énergétique, pollution atmosphérique et émissions de gaz à effet de serre; ii) eau, foresterie et bois: les systèmes naturels doivent s'adapter, mais ils peuvent contribuer à l'atténuation; et iii) les changements à opérer au sein de la société pour s'adapter aux changements climatiques. On trouvera au chapitre III (par. 20) la liste des orateurs.*

21. Les participants ont estimé que les changements climatiques constituaient un des défis les plus brûlants qui se posaient à l'humanité. Ils ont souligné que le financement et la planification de mesures d'atténuation des changements climatiques devaient s'accompagner d'une initiative politique régionale, telle que la création d'un forum politique pour un dialogue sur les changements climatiques. Ils ont également souligné la nécessité de prévoir des ressources financières et des mécanismes d'exécution appropriés pour mettre en œuvre les mesures nécessaires dans la région.

22. Les orateurs ont salué le travail effectué par la CEE dans le domaine des changements climatiques, soulignant que la CEE avait pu s'appuyer sur une structure appropriée pour intégrer dans la planification sectorielle les questions liées aux changements climatiques.

23. Il a été recommandé que la CEE renforce son rôle d'organisme directeur aux fins de l'intégration des questions liées aux changements climatiques dans la planification du développement dans la région.

24. Le travail effectué par la CEE a été jugé nécessaire pour appuyer la mise en œuvre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et très important pour la coopération régionale et la mise en place de stratégies de lutte contre les changements climatiques.

25. Des participants ont jugé que la réforme globale de la CEE ainsi que la réforme du processus «Un environnement pour l'Europe» faisaient que l'organisation était bien placée pour appuyer les négociations qui se tiendront dans le cadre de la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, prévue en décembre 2009 à Copenhague.

26. Des participants ont indiqué que nos modes de consommation et de production n'étaient pas viables et que les risques liés à l'environnement n'étaient pas suffisamment pris en compte dans le processus décisionnel. Ils ont recommandé un changement de modèle.

27. Les États auraient une occasion exceptionnelle de procéder à des changements structurels. La technologie était déjà disponible, de même que les bonnes pratiques et les connaissances scientifiques. Cependant, il fallait une volonté politique d'en partager équitablement les fruits entre pays. En ce qui concerne les besoins en matière d'adaptation, le financement et les transferts de technologies, il a été proposé d'adopter une taxe mondiale de 1 dollar des États-Unis par tonne d'émissions de CO<sub>2</sub>, dont le produit pourrait être transféré aux pays en développement.

28. Aujourd'hui, la double crise économique et environnementale offre une occasion exceptionnelle d'adopter un nouveau modèle de croissance «verte». Des études ont montré que les marchés pour les technologies vertes connaîtraient une croissance très forte jusqu'en 2020, créant des emplois et suscitant de nouveaux investissements. Or, le temps disponible pour adopter un tel modèle est limité et ne va pas au-delà de mars 2010. Jusqu'à présent, les programmes de relance budgétaire lancés à travers le monde se chiffrent à 2 800 milliards de dollars, dont une partie est déjà consacrée à des investissements «verts». La lutte contre les changements climatiques présente d'importants avantages annexes, notamment la création d'emplois et l'amélioration de la compétitivité grâce à la réduction des coûts des ressources, ce qui permet de maintenir les salaires à un niveau élevé.

29. Les orateurs principaux, les animateurs et les participants aux tables rondes ont souligné combien il importait que la quinzième session de la Conférence des Parties soit couronnée de succès, d'autant plus que cette réunion ne porterait pas seulement sur les changements climatiques, mais également sur l'avenir du multilatéralisme. Cinq éléments ont été jugés essentiels à l'obtention d'un accord: i) des objectifs à long terme obligatoires pour tous les pays, englobant au moins 50 % de réduction des émissions par rapport aux niveaux de référence et 80 à 95 % dans le cas des pays industrialisés, dont 40 % pouvaient déjà être obtenus grâce aux technologies existantes; ii) des objectifs à moyen terme pour les pays, de l'ordre de 25 à 40 % d'ici à 2020; iii) la nécessité d'adopter des plans d'action nationaux (mesures concrètes et vérifiables, comme convenu à Bali); iv) une solidarité véritable aux fins de l'adaptation et de l'atténuation: on ne saurait s'attendre que les pays en développement procèdent aux changements requis sans l'aide des pays développés, ce qui exigerait un financement de l'ordre de plusieurs milliards de dollars, en particulier pour les mesures d'adaptation. Le système d'échange de droits d'émission, dont l'extension au Japon, à l'Australie et, éventuellement, aux États-Unis était à l'étude, pourrait se révéler un mécanisme de financement possible pour l'adaptation et l'atténuation; enfin, v) il fallait des approches

sectorielles et, là où une égalité des conditions de concurrence entre pays en développement et pays développés était déjà une réalité (dans le domaine de l'acier, par exemple), les pays en développement devraient également être tenus de prendre des mesures.

30. Des participants ont fait observer que les mesures d'atténuation tendaient à prendre une dimension mondiale et nationale, tout en étant axées sur des résultats, tandis que les mesures d'adaptation avaient souvent un caractère plus local et communautaire. Il importait que la CEE module ses efforts en conséquence.

31. Les débats ont également été axés sur l'avenir du Mécanisme pour un développement propre (MDP) et sur les moyens de procéder à des changements d'ordre structurel. Certains participants ont indiqué que l'un des inconvénients du MDP était qu'il permettait aux pays en développement d'atteindre un grand nombre de leurs objectifs en matière de réduction des émissions tout en évitant la nécessité de faire davantage dans leur propre zone géographique. En revanche, d'autres participants ont souligné le rôle positif du MDP dans le transfert de technologies. Il a été proposé de combiner le MDP avec un système de financement par lequel des fonds seraient directement versés aux pays dans le besoin. Pour favoriser des changements d'ordre structurel, on pourrait envisager une stratégie «de politique écologique industrielle» assortie des éléments suivants: internationalisation des coûts externes; application de normes dans la fabrication de produits; programmes de mise sur le marché de sources d'énergie renouvelables; stratégies de recherche-développement claires pour incorporer les questions liées à l'efficacité énergétique; enfin, incitations fiscales appropriées.

32. Il a été estimé que le secteur des transports contribuait de manière significative et croissante aux changements climatiques à l'échelle mondiale, étant donné que 13 % des émissions totales de gaz à effet de serre résultaient de l'utilisation de véhicules routiers. Cela dit, l'impact des changements climatiques sur le secteur des transports avait des incidences sur l'infrastructure, la sécurité et la demande de transport, d'où la nécessité de stratégies et de mesures d'adaptation et d'atténuation.

33. Les intervenants ont souligné le rôle important de la CEE ainsi que le travail effectué par le Forum mondial de l'harmonisation des Règlements concernant les véhicules (WP.29), qui constituait un excellent cadre d'élaboration de règlements et de coopération internationale. Le Forum devrait poursuivre l'élaboration de règlements harmonisés concernant les véhicules peu polluants et d'un meilleur rendement énergétique (hybrides, électriques et à hydrogène). Des participants ont indiqué qu'en vertu d'une nouvelle politique l'Union européenne avait entrepris de remplacer ses directives sur la construction des véhicules par des renvois aux règlements concernant les véhicules adoptés par le Forum mondial de la CEE.

34. Des intervenants ont souligné que l'industrie automobile se devait de «se mettre au vert» pour rester compétitive et de transformer la menace de la crise économique en une possibilité de changement. La crise économique offrait l'occasion de renouveler les anciens parcs automobiles et d'introduire des technologies plus propres et d'un meilleur rendement énergétique, en passant des combustibles fossiles à l'hydrogène et à l'électricité, à condition que la production d'électricité et d'hydrogène soit viable et bon marché. La coopération internationale a été jugée essentielle à la réalisation de ces objectifs.

35. Des participants ont proposé que la CEE encourage et harmonise les actions de ses différents organes dans le domaine des changements climatiques, tout en réunissant des acteurs publics et privés en vue de promouvoir le recours aux technologies vertes. Dans ce contexte, les participants ont mis l'accent sur les liens entre les accords multilatéraux de la CEE relatifs à l'environnement et les changements climatiques et ont jugé nécessaire, par conséquent, de consacrer des ressources suffisantes à l'administration de ces instruments.

36. Dans le cadre de ses travaux futurs, la CEE devrait renforcer la coopération dans les domaines de la sécurité et du rendement énergétiques et veiller à ce que cette question reste fermement ancrée dans son programme de travail et son budget, au fur et à mesure que ses activités sur les changements gagnent en importance. Ultérieurement, début 2010, le Comité exécutif pourrait revoir le mandat de la CEE à cet égard, notamment en tenant compte des résultats de la quinzième session de la Conférence des Parties.

37. Les connaissances scientifiques actuellement disponibles démontrent que la lutte intégrée contre la pollution atmosphérique (en particulier l’ozone troposphérique et les aérosols de noir de carbone) et les changements climatiques présente d’importants avantages connexes, notamment des économies significatives. Des participants ont estimé que ces avantages connexes devraient être urgemment portés à l’attention des décideurs, qui seraient ainsi encouragés à adopter une approche intégrée. La Convention de la CEE sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance aurait un rôle clef à jouer à cet égard. Des initiatives avaient déjà été prises dans le cadre de la Convention aux fins de l’intégration des mesures relatives à la pollution atmosphérique et aux changements climatiques et il conviendrait de les poursuivre. En outre, il faudrait lancer un programme d’envergure visant à renforcer la capacité des pays à pleinement mettre en œuvre une approche intégrée. Le lancement d’un programme spécial nécessitera certes des ressources importantes, mais un tel investissement serait très rentable.

38. Les participants ont souligné combien il importait de sensibiliser le public aux questions liées aux changements climatiques et de l’associer au processus décisionnel y relatif. Ils ont également mis en exergue les possibilités que l’énergie nucléaire ainsi que les technologies de piégeage et de séquestration du carbone offraient en matière de lutte simultanée contre la pollution atmosphérique, les changements climatiques et les menaces à la sécurité énergétique.

39. Le rendement énergétique est devenu un enjeu clef dans les activités de la CEE, et ce dans différents secteurs. En effet, la demande d’énergie, la nécessité d’atténuer les effets des changements climatiques et la promotion de la sécurité énergétique sont apparues comme des questions essentielles et intimement liées au sein des États membres de la CEE. Celle-ci a été une source non seulement d’orientations dans ce domaine mais également de financement des projets, notamment dans le cadre du projet Efficacité énergétique 21. C’est ainsi qu’a été créé le Fonds européen pour les énergies propres, d’un montant total de 354 millions d’euros, ce qui en fait l’un des fonds les plus importants. Le Fonds de crédit carbone pour l’après-2012, qui s’élève à 125 millions d’euros et auquel participent cinq banques européennes de développement, a prouvé que l’argent nécessaire au financement des projets était disponible et qu’à ce stade il importait plutôt d’engager le dialogue entre parties prenantes et de faciliter l’accès à ce type de fonds. Il importait également que les pays conjuguent leurs efforts dans le processus de mise au point, que ce soit en tant qu’investisseur potentiel, partie intéressée ou pays bénéficiaire, d’autant plus que le processus était ouvert et que la participation de tous était essentielle à la réalisation des objectifs fixés.

40. Il a été proposé de renforcer le projet de financement des investissements dans l’efficacité énergétique en vue de l’atténuation des changements climatiques et de répondre à l’appel contenu dans la déclaration de la sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l’Europe», tenue à Belgrade en octobre 2007, au sujet de la participation d’investisseurs du secteur public au fonds d’investissement créé dans le cadre du projet Efficacité énergétique 21.

41. Le secteur du bâtiment, en particulier, offrait de grandes possibilités de réduire les émissions et de promouvoir le rendement énergétique. Des participants ont fait observer que le Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat avait estimé que le secteur résidentiel et commercial offrait des possibilités de réduire d’environ 29 % les émissions de référence projetées pour l’année 2020. Toutefois, alors que certains pays ont enregistré des avancées dans leurs technologies et interventions liées à l’efficacité énergétique, d’autres pays de la CEE restaient à la traîne en raison de lacunes dans le

domaine technique, organisationnel ou administratif, d'une faiblesse du secteur public, d'une mauvaise gestion des installations et d'une législation dépassée. La CEE, qui a un rôle important à jouer dans l'élaboration de recommandations sur les moyens d'éliminer les lacunes actuelles, offre une tribune exceptionnelle pour un dialogue entre pouvoirs publics et experts sur la question du rendement énergétique dans l'habitat, permettant ainsi un échange et un transfert de connaissances dans ce secteur.

42. Les participants ont reconnu que le secteur du bâtiment offrait de grandes possibilités de contribuer à l'atténuation des effets des changements climatiques et à la réalisation des objectifs de Kyoto et de ceux de l'après-Kyoto, notamment grâce à l'exécution de projets de rénovation à haut rendement énergétique. Aussi ont-ils proposé d'élaborer un plan d'action sur l'efficacité énergétique dans l'habitat pour la région de la CEE.

43. Des intervenants ont souligné que les incidences des changements climatiques sur les forêts et les ressources en eau étaient déjà visibles (multiplication des incendies de forêt, infestations par des insectes, augmentation de la fréquence et de l'intensité des inondations, aggravation de la pénurie d'eau). Les incidences que les changements climatiques pourraient avoir à l'avenir ont été considérées comme une lourde menace pesant sur les économies, les communautés et la sécurité de la région, ce qui montrait clairement que des mesures d'atténuation et d'adaptation devraient être prises de toute urgence et que l'incertitude ne justifiait pas l'inaction.

44. Les intervenants ont souligné que les forêts et les changements climatiques avaient des incidences réciproques. Les forêts de la région de la CEE étaient importantes en tant que grands puits de carbone, contrairement aux forêts tropicales, qui, en raison du déboisement, étaient la source de 18 % des émissions de carbone dues à l'activité humaine. S'il est vrai que les forêts et la sylviculture ne pouvaient pas résoudre le problème posé par les émissions de carbone d'origine fossile, elles n'en pouvaient pas moins contribuer à la solution: comme mentionné dans l'étude Stern, la diminution du déboisement et l'accroissement du reboisement pourraient plus que compenser les émissions mondiales de carbone dues au secteur des transports, et ce, à un coût relativement raisonnable. De même, en ce qui concerne les activités d'atténuation, une gestion durable des forêts offre plusieurs solutions qui permettraient d'accroître la capacité de résistance et d'adaptation des communautés.

45. Les participants ont donc jugé important que, dans le sous-programme bois et foresterie de la CEE, la plus haute priorité soit accordée aux questions liées aux changements climatiques durant les quatre années à venir et que soit mis au point un programme connexe fondé sur des informations plus fiables, des débats plus riches et une analyse plus judicieuse des perspectives à long terme.

46. Il a également été souligné que les incidences sur un seul secteur – que ce soit l'eau ou la forêt – touchaient de façon non négligeable d'autres secteurs, dans le cadre d'une boucle de rétroaction, d'où la nécessité d'une coordination intersectorielle des stratégies d'adaptation. En outre, il faudrait améliorer les communications et l'échange entre «les communautés» – experts du climat, des forêts, de l'eau et de l'énergie – afin d'améliorer la compréhension mutuelle, de renforcer la base de connaissances pour l'action et d'éviter les contradictions entre les politiques sectorielles et les mesures d'incitation perverses.

47. Étant donné la nature transfrontière de la plupart des ressources en eau de la région de la CEE, les intervenants ont souligné que les changements climatiques confirmaient de manière éclatante la nécessité d'adopter une approche transfrontière, d'autant plus que les risques et les défis se posaient à tous les pays riverains. L'inaction d'un pays pourrait avoir des conséquences négatives sur les autres pays. Dans le même temps, l'aggravation des tensions entre pays en raison de la pénurie croissante d'eau pourrait déclencher des conflits et entraîner des coûts prohibitifs. C'est pour cette raison que la coopération entre les pays est cruciale à la réussite des stratégies d'adaptation ainsi qu'à la maximisation des avantages mutuels de mesures d'adaptation. La Convention de la CEE sur la protection et l'utilisation des cours

d'eau transfrontières et des lacs internationaux offre un cadre juridique solide, qui permet aux pays riverains de partager de manière équitable et raisonnable les ressources en eau sur la base des principes de l'égalité et de la réciprocité, ainsi que de collaborer en matière d'adaptation aux changements climatiques. Le guide sur l'eau et l'adaptation aux changements climatiques a été considéré comme un document extrêmement opportun et les intervenants ont souligné l'importance de son application, notamment dans le cadre de projets pilotes sur les eaux de surface et les eaux souterraines transfrontières au titre du programme de travail de la Convention pour la période 2010-2012 et au-delà.

48. Les intervenants se sont félicités que la CEE ait réussi à créer et à maintenir des partenariats solides avec, notamment, l'OSCE, le PNUD, le PNUE, le Centre régional pour l'environnement de l'Europe centrale et orientale et l'OTAN dans le cadre de l'Initiative environnement et sécurité, ce qui renforçait sa compétence et maximisait son action dans ce domaine. Un tel partenariat devrait être poursuivi et renforcé, d'autant plus que les changements climatiques étaient par essence un phénomène multisectoriel qui, de ce fait, se prêtait très bien à une coopération interorganisations.

49. Les animateurs et les intervenants ont en outre montré comment les différents acteurs de la société pouvaient être associés à la promotion et à l'application des solutions aux défis posés par les changements climatiques. Tous les participants ont souligné la nécessité d'associer les parties prenantes appartenant à la société civile, au monde de l'enseignement, au milieu scientifique et au secteur privé, compte tenu du rôle essentiel de chacune d'entre elles en matière de sensibilisation et de promotion du changement des comportements sociaux.

50. Il a été jugé essentiel de gagner la confiance du public, afin d'amener celui-ci à accepter les principales mesures d'adaptation aux changements climatiques. Les organisations non gouvernementales, souvent perçues par le public comme des sources d'information dignes de confiance, pourraient jouer un rôle essentiel dans l'information et la mobilisation du public en vue du changement.

51. Les participants ont souligné la nécessité d'associer le public si l'on voulait qu'il soutienne les mesures requises pour atteindre les objectifs énoncés dans les instruments relatifs aux changements climatiques. Associer le public et les organisations de la société civile à la mise au point et à l'application des mesures d'adaptation aux changements climatiques n'était pas un choix mais une nécessité.

52. Les participants ont exhorté la Commission à garantir la transparence, la responsabilité et l'engagement public dans le processus décisionnel relatif au climat. Ils ont fait observer que la crédibilité d'un futur accord d'après-Kyoto passait par la démonstration d'une plus grande transparence, par exemple dans le fonctionnement du Mécanisme pour un développement propre.

53. Les participants ont insisté sur le fait que l'accès à l'information était un important préalable aux mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. À cet égard, ils ont souligné l'importance de la Convention d'Aarhus en tant que seul instrument juridiquement contraignant permettant d'appliquer le Principe 10 de la Déclaration de Rio.

54. La collaboration de la CEE avec l'UNITAR dans le cadre d'un projet visant à évaluer les capacités nationales à appliquer la Convention d'Aarhus a été considérée comme un modèle utile pour aider les pays à mesurer leur capacité à donner effet aux dispositions de l'article 6 de la Convention-cadre sur les changements climatiques.

55. Des participants ont instamment demandé que soient incorporées dans tout accord d'après-Kyoto des dispositions relatives à l'accès à l'information, à la participation du public et à l'accès à la justice dans le domaine des changements climatiques. Un tel accord devrait tirer parti du large consensus que reflètent l'article 6 de la Convention-cadre sur les changements climatiques et le Principe 10 de la Déclaration de

Rio sur l'environnement et le développement. Les dispositions sur l'accès à l'information et la participation du public au processus décisionnel pourraient être fondées sur des éléments de la Convention d'Aarhus et sur l'expérience accumulée dans l'application de cet instrument dans la région.

56. L'évaluation environnementale stratégique, parce qu'elle a été basée sur l'anticipation, la prévention et l'intégration, s'est révélée être un outil efficace pour l'intégration des mesures d'atténuation des effets des changements climatiques et d'adaptation à ces changements dans la planification du développement.

57. Il conviendrait d'élargir le champ d'application de l'évaluation environnementale de manière à englober les incidences sanitaires et sociales ainsi que les impacts sur l'écosystème, en tenant compte de différentes échelles et disciplines. Les efforts concertés de la CEE et de l'OMS dans les domaines des transports, de la santé et de l'environnement constituent un autre modèle d'approche intégrée.

58. Les Parties ont été exhortées à ratifier rapidement le Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants, afin qu'il puisse entrer en vigueur en 2009, ainsi que le Protocole de la Convention d'Espoo sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement, considéré comme un outil irremplaçable pour intégrer les questions relatives aux changements climatiques dans les phases initiales de la planification du développement.

59. Les participants ont souligné que la lutte contre les changements climatiques au moyen de l'éducation en vue du développement durable constituait un moyen essentiel d'accumuler des connaissances et de changer les attitudes, tout en donnant aux décideurs les moyens d'agir dans la perspective d'un développement durable. La Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable avait mis en lumière l'existence d'une forte volonté politique et de moyens pratiques d'appliquer cette stratégie dans la région. Les participants ont également souligné que cette stratégie jouait un rôle moteur dans l'instauration de la paix entre les pays.

60. Il est essentiel que le public comprenne les défis posés par les changements climatiques. Les avantages qu'offre le développement durable devraient être montrés non seulement à certains groupes de population mais aussi à la société tout entière. L'éducation devrait viser à renforcer la solidarité sociale et à favoriser l'avènement d'un citoyen mondial qui soit attaché à des modes de production et de consommation durables et qui soit prêt à faire des sacrifices pour ces valeurs. L'efficacité de la lutte contre les changements climatiques passe par une révolution dans les modes de consommation et de production des pays industrialisés.

61. Les exemples tirés de l'expérience nationale du Bélarus ont montré comment les questions relatives aux changements climatiques pourraient être incorporées dans les systèmes d'enseignement scolaire et parascolaire. Les participants ont noté que les organisations de la société civile pouvaient, dans le cadre de leurs activités, dispenser un enseignement parascolaire en vue du développement durable.

63. Les participants ont souligné le rôle des statistiques comme fondement du processus décisionnel et de l'action. Les fonctionnaires des services de statistique avaient un rôle clef à jouer, notamment pour ce qui est de contribuer à la production et à la diffusion de statistiques pertinentes concernant les changements climatiques. Or, on ne disposait pas encore de statistiques annuelles qui soient cohérentes et comparables pour un nombre suffisant de pays. Il fallait donc de toute urgence produire des statistiques crédibles, cohérentes, pertinentes et comparables sur les changements climatiques.

64. Les participants ont, en particulier, rappelé combien il était difficile d'obtenir un tableau complet des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) et des tendances dans ce domaine. L'absence de données statistiques fiables permettant de dresser les inventaires des émissions de GES a été citée parmi

les principaux obstacles à l'amélioration de la qualité des inventaires de GES dans les pays en développement.

65. Les données relatives aux GES qui sont communiquées aux registres nationaux des rejets et transferts de polluants au titre du Protocole à la Convention d'Aarhus sur les registres des rejets et transferts de polluants pourraient faciliter la collecte de statistiques fiables sur les changements climatiques.

66. L'amélioration des données sur les changements climatiques passe par les efforts concertés des organismes de protection de l'environnement et des offices de statistique, ainsi que des chercheurs aux niveaux national, européen et mondial.

67. Les bureaux nationaux de statistique des pays de la CEE ont un rôle important à jouer dans la fourniture des données statistiques nécessaires à la surveillance et à l'analyse des changements climatiques. Pour ce faire, il faudrait mieux exploiter les statistiques disponibles, recenser les lacunes en matière de données et définir les moyens de les combler.

68. La Conférence des statisticiens européens envisage de lancer des travaux visant à améliorer la mesure des activités relatives aux changements climatiques dans les domaines tels que le transport, l'énergie, la foresterie et l'habitat, en concertation avec d'autres comités sectoriels, le cas échéant. En outre, la CEE envisage d'étudier la question de savoir dans quelle mesure les bureaux nationaux de statistique sont associés aux travaux concernant les changements climatiques et à la compilation des inventaires de GES. Toute activité future de la Conférence sera menée en étroite collaboration avec le secrétariat de la Convention-cadre sur les changements climatiques, le GIEC et d'autres organes s'occupant de données sur les changements climatiques.

## ANNEXE II

### LISTE DES RÉUNIONS TENUES PAR LA COMMISSION, SES ORGANES SUBSIDIAIRES ET LES CONVENTIONS ADMINISTRÉES PAR LE SECRÉTARIAT DE LA CEE-ONU ENTRE LE 28 AVRIL 2007 ET LE 3 AVRIL 2009

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
<b>A. LA COMMISSION</b>		
Commission économique pour l'Europe	62 <sup>e</sup> session * 25-27 avril 2007	E/2007/37 E/ECE/1448
<b>Président :</b> Belgique		
<b>Vice-Présidents :</b> Croatie Ukraine		
<b>Président :</b> Belgique	63 <sup>e</sup> session * 30 mars-1 avril 2009	E/2009/37 E/ECE/1453
<b>Vice-Présidents :</b> Norvège Ukraine		
Comité exécutif	15 <sup>e</sup> réunion 1 juin 2007	
<b>Président :</b> M. A. van Meeuwen (Belgique)	16 <sup>e</sup> réunion 16 juillet 2007	
<b>Vice-Présidents :</b> M. E. Amirbayov (Azerbaïdjan) M. S. Vukčević (Serbie)	17 <sup>e</sup> réunion 19 septembre 2007	
	18 <sup>e</sup> réunion 25 octobre 2007	
	19 <sup>e</sup> réunion 30 novembre 2007	
	20 <sup>e</sup> réunion 7 décembre 2007	
	21 <sup>er</sup> réunion 22 février 2008	
	22 <sup>e</sup> réunion 20 mars 2008	
	23 <sup>e</sup> réunion 6 mai 2008	
	24 <sup>e</sup> réunion 1 <sup>er</sup> juillet 2008	

---

\* Comme prévu dans le Plan de travail pour la réforme de la CEE-ONU (E/ECE/1434/Rev.1), la Commission est présidée par le (la) représentant(e) du pays élu à cette fonction par la Commission pour [la période de l'exercice biennal]. Le (la) président(e) est aidé(e) par deux vice-président(e)s, à savoir les représentant(e)s des deux pays élus à ses fonctions à la même session.

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
	25 <sup>e</sup> réunion 24 septembre	
	26 <sup>e</sup> réunion 24 octobre 2008	
	27 <sup>e</sup> réunion 21 novembre 2008	
	28 <sup>e</sup> réunion 5 décembre 2008	
	29 <sup>e</sup> réunion 27 février 2009	
Groupe de travail sur le vieillissement	1 <sup>e</sup> session 1 <sup>er</sup> -2 décembre 2008	ECE/WG.1/2008/2
<b>Président :</b>	M. M. Hetteš (Slovaquie)	
<b>Vice-Présidente :</b>	M <sup>me</sup> A. Martirosyan (Arménie)	
<b>B. RÉUNIONS TENUES SOUS LES AUSPICES DE LA COMMISSION</b>		
Comité directeur du Programme pan-européen sur les transports, la santé et l'environnement (PPE-TSE)	6 <sup>e</sup> session 28-29 avril 2008 (OMS, Genève)	ECE/AC.21/SC/2008/9 EUR/08/5068055/9
<b>Président :</b>	M. V. Donchenko (Fédération de Russie)	
Réunion de haut niveau sur les transports, l'environnement et la santé	3 <sup>e</sup> réunion 22-23 janvier 2009 Amsterdam (Pays-Bas)	ECE/AC.21/SC/2009/4 EUR/09/5086385/4
<b>Président :</b>	M. V. Donchenko (Fédération de Russie)	
<b>Vice-Présidents :</b>	M <sup>me</sup> M. Blom (France) M. E. Engelsman (Pays-Bas) M. H. von Meijenfeldt (Pays-Bas)	
Réunion régional sur l'application des objectifs du développement durable	3 <sup>e</sup> réunion 28-29 janvier 2008	ECE/AC.25/2008/2
<b>Président :</b>	M. C. Mihailescu (République de Moldova)	
Conférence ministérielle sur le vieillissement	6-8 novembre 2008 León (Espagne)	ECE/AC.30/2007/2
<b>Présidente :</b>	M <sup>me</sup> A. Valcarce Garcia (Espagne)	
<b>Vice-Présidents :</b>	M. E. Buchinger (Autriche) M <sup>me</sup> L. Glebova (Fédération de Russie)	
Comité préparatoire de la Conférence ministérielle sur le vieillissement	1 <sup>e</sup> réunion 12-13 juillet 2007	ECE/AC.30/PC.1/ 2007/2
<b>Présidente :</b>	M <sup>me</sup> S. Viñuela (Espagne)	
<b>Vice-Présidente :</b>	M <sup>me</sup> E. Winkler (Autriche)	
	2 <sup>e</sup> réunion 5 novembre 2007 León (Espagne)	

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
Conférence intitulée «comment la situation des hommes et des femmes au fil des générations oriente l'évolution démographique»	14-16 mai 2008	ECE/AC.31/2008/2
<b>Présidente :</b>	M <sup>me</sup> J. Gottely-Fayet (France)	
<b>C. RÉUNIONS DES COMITES SECTORIELS ET D'AUTRES RÉUNIONS TENUES SOUS LEURS AUSPICES</b>		
<b>COMITÉ DES POLITIQUES DE L'ENVIRONNEMENT</b>	14 <sup>e</sup> session 29 mai 2007	ECE/CEP/144
<b>Président :</b>	M. Z. Lomtadze (Géorgie)	
<b>Vice-Présidents :</b>	M <sup>me</sup> Narin Panariti (Albanie) M <sup>me</sup> R. Davtyan (Arménie) M. B.A. Szelinski (Allemagne) M. Czeslaw Wieckowski (Pologne) M. J. Kahn (Suède) M <sup>me</sup> E. Nordbo (Norvège) M. J. Matuszak (États-Unis)	
<b>Président :</b>	M. Z. Lomtadze (Géorgie)	15 <sup>e</sup> session ECE/CEP/148
<b>Vice-Présidents :</b>	M <sup>me</sup> R. Davtyan (Arménie) M. B.A. Szelinski (Allemagne) M. M. Cozzone (Italie) M. B. Yessekin (Kazakhstan) M. S. Stankovic (Monténégro) M <sup>me</sup> E. Nordbo (Norvège) M. J. Kahn (Suède) M. J. Matuszak (États-Unis)	21-23 avril 2008
<b>Président :</b>	M. Z. Lomtadze (Géorgie)	Session extraordinaire ECE/CEP/150
<b>Vice-Présidents :</b>	M. M. Cozzone (Italie) M. B. Yessekin (Kazakhstan) M. S. Stankovic (Monténégro) M. A. Oudeman (Pays-Bas) M <sup>me</sup> E. Quintas da Silva (Portugal) M <sup>me</sup> M. Rohn-Brossard (Suisse) M. V. Bevza (Ukraine) M. J. Matuszak (États-Unis)	13-15 octobre 2008
<b>Président :</b>	M. Z. Lomtadze (Géorgie)	Session extraordinaire ECE/CEP/S/152
<b>Vice-Présidents :</b>	M. M. Cozzone (Italie) M. B. Yessekin (Kazakhstan) M. S. Stankovic (Monténégro) M. A. Oudeman (Pays-Bas) M <sup>me</sup> E. Quintas da Silva (Portugal) M <sup>me</sup> M. Rohn-Brossard (Suisse) M. V. Bevza (Ukraine) M. J. Matuszak (États-Unis)	27-29 janvier 2009
Groupe de travail spécial de la surveillance et de l'évaluation de l'environnement	8 <sup>e</sup> session 12-13 juin 2007	ECE/CEP/AC.10/2007/2
<b>Président :</b>	M. Yu. Tsaturov (Fédération de Russie)	
<b>Vice-Présidents :</b>	M <sup>me</sup> I. Atamuradova (Turkménistan) M. D. Stanners (AEE)	
<b>Président :</b>	M. Yu. Tsaturov (Fédération de Russie)	9 <sup>e</sup> session ECE/CEP/AC.10/ 2008/2
<b>Vice-Président :</b>	M. N. Umarov (Ouzbékistan)	4-5 septembre 2008

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
Groupe de travail préparatoire spécial composé de hauts fonctionnaires pour le processus « Un environnement pour l'Europe »	4 <sup>e</sup> session 30-31 mai 2007	ECE/CEP/AC.11/ 2007/2
<b>Président :</b> M. M. Spasojević (Serbie)		
<b>Président :</b> M. A. Vesic (Serbie)	5 <sup>e</sup> session 30 août 2007	ECE/CEP/AC.11/ 2007/21
	6 <sup>e</sup> session 6-9 octobre 2007 Belgrade (Serbie)	ECE/CEP/AC.11/ 2007/28
Groupe spécial d'experts des études de performance environnementales	15 <sup>e</sup> réunion 14-15 mai 2007	—
<b>Présidente :</b> M <sup>me</sup> A. Looss (Allemagne)	16 <sup>e</sup> réunion 17-18 avril 2008	—
<b>Présidente :</b> M <sup>me</sup> N. Dotsenko (Ukraine)	17 <sup>e</sup> réunion 26 janvier 2009	—
Comité directeur pour l'éducation au développement durable	3 <sup>e</sup> réunion 31 mars-1 <sup>er</sup> avril 2008	ECE/CEP/AC.13/ 2008/2
<b>Président :</b> M. A. Karamanos (Grèce)		
<b>Vice- Présidente :</b> M <sup>me</sup> V. Ivanov (République de Moldova)		
<b>Président :</b> M. A. Karamanos (Greece)	4 <sup>e</sup> réunion	ECE/CEP/AC.13/ 2009/2
<b>Vice- Présidente :</b> M <sup>me</sup> J. Duishenova (Kyrgyzstan)	19-20 février 2009	
<b>COMITÉ DES TRANSPORTS INTÉRIEURS</b>	70 <sup>e</sup> session 19-21 février 2008	ECE/TRANS/200
<b>Président :</b> M. E. Mokeev (Fédération de Russie)		
<b>Vice- Présidents :</b> M. X. Guerin (France) M. J.-C. Schneuwly (Suisse)		
<b>Président :</b> M. R. Kellermann (Allemagne)	71 <sup>er</sup> session	ECE/TRANS/206
<b>Vice- Présidents :</b> M. X. Guerin (France) M. S. Negrei (Bélarus)	24-26 février 2009	
Groupe multidisciplinaire d'experts de la sûreté des transports	1 <sup>e</sup> session 24-25 mai 2007	ECE/TRANS/AC.11/2
<b>Président :</b> M. R. van Bever (Belgique)	2 <sup>e</sup> session	ECE/TRANS/AC.11/4
<b>Vice- Président :</b> M. E. Schmid (Allemagne)	9-10 octobre 2007	
	3 <sup>e</sup> session 26 novembre 2007	ECE/TRANS/AC.11/6
	4 <sup>e</sup> session 24-25 janvier 2008	ECE/TRANS/AC.11/8

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
	5 <sup>e</sup> session 15-16 janvier 2009	---
Groupe de travail de la sécurité et de la circulation	52 <sup>e</sup> session 2-6 juillet 2007	ECE/TRANS/WP.1/ 110/Rev.1
<b>Président :</b> M. Y. Yakimov (Fédération de Russie)	53 <sup>e</sup> session 19-22 novembre 2007	ECE/TRANS/WP.1/ 113
<b>Vice-Présidents :</b> M. D. Link (Israël) M <sup>me</sup> I. Brites (Portugal)	54 <sup>e</sup> session 26-28 mars 2008	ECE/TRANS/WP.1/ 115
	55 <sup>e</sup> session 30 juin-3 juillet 2008	ECE/TRANS/WP.1/ 117
	56 <sup>e</sup> session 18-21 novembre 2008	ECE/TRANS/WP.1/ 120
<b>Présidente :</b> M <sup>me</sup> L. Iorio (Italie)	57 <sup>e</sup> session 23-25 mars 2009	ECE/TRANS/WP.1/ 123
<b>Vice-Présidents :</b> M <sup>me</sup> I. Brites (Portugal) M. G. Mitroshin (Fédération de Russie)		
Groupe de travail chargé d'examiner les tendances et l'économie des transports	20 <sup>e</sup> session 13-14 septembre 2007	ECE/TRANS/WP.5/42
<b>Président :</b> M. R. Kellermann (Allemagne)	21 <sup>e</sup> session 9-10 septembre 2008	ECE/TRANS/WP.5/44
<b>Vice-Président :</b> M. V. Arsenov (Fédération de Russie)		
Groupe d'experts des liaisons entre les ports maritimes et l'arrière-pays	1 <sup>e</sup> session 18 avril 2008	ECE/TRANS/WP.5/ GE.1/3
<b>Président :</b> M. I. Protopapas (Grèce)	2 <sup>e</sup> session 28 octobre 2008	ECE/TRANS/WP.5/ GE.1/5
<b>Vice-Président :</b> M. E. Dincer (Turquie)	3 <sup>e</sup> session 23 janvier 2009	ECE/TRANS/WP.5/ GE.1/7
Groupe d'experts des liaisons de transport Europe-Asie	1 <sup>e</sup> session 8 septembre 2008	ECE/TRANS/WP.5/ GE.2/2
<b>Président :</b> M <sup>me</sup> E. Kushnirenko (Fédération de Russie)		
<b>Vice-Présidents :</b> M <sup>me</sup> K. Basching (Allemagne) M. R. Zhao (Chine)		
Groupe de travail des statistiques des transports	58 <sup>e</sup> session 6-8 juin 2007	ECE/TRANS/WP.6/ 153
<b>Président :</b> M. E. Grib (Danemark)	59 <sup>e</sup> session 28-30 mai 2008	ECE/TRANS/WP.6/ 155
Groupe spécial d'experts du recensement de la circulation sur les routes E	10 novembre 2008	ECE/TRANS/WP.6/ AC.2/18
<b>Présidente :</b> M <sup>me</sup> O. Kastlova (République tchèque)		

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
Groupe spécial d'experts du recensement du trafic sur les lignes ferroviaires E	2 <sup>e</sup> session 11 novembre 2008	ECE/TRANS/WP.6/ AC.4/4
<b>Président :</b> M. E. Grib (Danemark)		
Groupe de travail du transport des denrées périssables	63 <sup>e</sup> session 12-15 novembre 2007	ECE/TRANS/WP.11/ 216
<b>Président :</b> M. T. Nobre (Portugal)		
<b>Vice-Président :</b> M. J.-M. Bonnal (France)		
<b>Président :</b> M. T. Nobre (Portugal)	64 <sup>e</sup> session 14-17 octobre 2008	ECE/TRANS/WP.11/ 218
<b>Vice-Président :</b> M. G. Panozzo (Italie)		
Groupe de travail des transports de marchandises dangereuses	82 <sup>e</sup> session 7-10 mai 2007	ECE/TRANS/WP.15/ 192
<b>Président :</b> M. J. Franco (Portugal)	83 <sup>e</sup> session 5-9 novembre 2007	ECE/TRANS/WP.15/ 194
<b>Vice-Présidente :</b> M <sup>me</sup> A. Roumier (France)		
	84 <sup>e</sup> session 5-8 mai 2008	ECE/TRANS/WP.15/ 197
	85 <sup>e</sup> session 28-30 octobre 2008	ECE/TRANS/WP.15/ 199
Réunion commune de la Commission de sécurité du RID et du Groupe de travail des transports de marchandises dangereuses	11-21 septembre 2007	ECE/TRANS/WP.15/ AC.1/108
<b>Président :</b> M. C. Pfauvadel (France)	25-28 mars 2008 Bern (Suisse)	ECE/TRANS/WP.15/ AC.1/110
<b>Vice-Président :</b> M. H. Rein (Allemagne)		
	15-18 septembre 2008	ECE/TRANS/WP.15/ AC.1/112
	23-27 mars 2009	ECE/TRANS/WP.15/ AC.1/114
Réunion commune d'experts sur le Règlement annexé à l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN)	12 <sup>e</sup> session 21-25 janvier 2008	ECE/TRANS/WP.15/ AC.2/25
	13 <sup>e</sup> session 17-18 juin 2008	ECE/TRANS/WP.15/ AC.2/28
<b>Président :</b> M. H. Rein (Allemagne)		
<b>Président :</b> M. H. Rein (Allemagne)	14 <sup>e</sup> session 26-29 janvier 2009	ECE/TRANS/WP.15/ AC.2/30
<b>Vice-Président :</b> M. B. Birkhuber (Autriche)		
Comité administratif sur l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voie de navigation intérieure (ADN)	1 <sup>e</sup> session 19 juin 2008	ECE/ADN/2
	2 <sup>e</sup> session 29-30 janvier 2009	ECE/ADN/4
<b>Président :</b> M. H. Rein (Allemagne)		
<b>Vice-Président :</b> M. B. Birkhuber (Autriche)		

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
Groupe de travail du transport intermodal et de la logistique	48 <sup>e</sup> session 1-2 octobre 2007	ECE/TRANS/ WP.24/117
<b>Président :</b> M. M. Viardot (France)	49 <sup>e</sup> session	ECE/TRANS/
<b>Vice-Président :</b> M. H. Maillard (Belgique)	17-18 mars 2008	WP.24/119
	50 <sup>e</sup> session 6-7 octobre 2008	ECE/TRANS/ WP.24/121
	51 <sup>er</sup> session 19-20 mars 2009	ECE/TRANS/ WP.24/123
Forum mondial sur l'harmonisation des règlements concernant les véhicules (WP.29)	142 <sup>e</sup> session 26-29 juin 2007	ECE/TRANS/WP.29/ 1062
<b>Président :</b> M. B. Kisulenko (Fédération de Russie)	143 <sup>e</sup> session 13-16 novembre 2007	ECE/TRANS/WP.29/ 1064
	144 <sup>e</sup> session 11-14 mars 2008	ECE/TRANS/WP.29/ 1066
	145 <sup>e</sup> session 24-27 juin 2008	ECE/TRANS/WP.29/ 1068
	146 <sup>e</sup> session 11-14 novembre 2008	ECE/TRANS/WP.29/ 1070
<b>Président :</b> M. B. Gauvin (France)	147 <sup>e</sup> session 10-11 mars 2009	ECE/TRANS/WP.29/ 1072
Groupe de travail du bruit	46 <sup>e</sup> session 3-5 septembre 2007	ECE/TRANS/WP.29/ GRB/44
<b>Président :</b> M. D. Meyer (Allemagne)		
<b>Président :</b> M. Ch. Theis (Allemagne)	47 <sup>e</sup> session 19-21 février 2008	ECE/TRANS/WP.29/ GRB/45
	48 <sup>e</sup> session 1-3 septembre 2008	ECE/TRANS/WP.29/ GRB/46
	49 <sup>e</sup> session 16-18 février 2009	ECE/TRANS/WP.29/ GRB/47
Réunion d'experts de l'éclairage et de la signalisation lumineuse	58 <sup>e</sup> session 1-5 octobre 2007	ECE/TRANS/WP.29/ GRE/58
<b>Président :</b> M. H. Gorzkowski (Canada)	59 <sup>e</sup> session 31 mars- 4 avril 2008	ECE/TRANS/WP.29/ GRE/59
	60 <sup>e</sup> session 1-3 octobre 2008	ECE/TRANS/WP.29/ GRE/60
	61 <sup>er</sup> session 30 mars- 3 avril 2009	ECE/TRANS/WP.29/ GRE/61

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
Réunion d'experts de la pollution et de l'énergie  <b>Président :</b> M. B. Gauvin (France)	54 <sup>e</sup> session 5-8 juin 2007	ECE/TRANS/WP.29/ GRPE/54
	55 <sup>e</sup> session 15-18 janvier 2008	ECE/TRANS/WP.29/ GRPE/55
	56 <sup>e</sup> session 3-6 juin 2008	ECE/TRANS/WP.29/ GRPE/56
	58 <sup>e</sup> session 13-16 janvier 2009	ECE/TRANS/WP.29/ GRPE/57
Réunion d'experts en matière de roulement et de freinage  <b>Président :</b> M. I. Yarnold (Royaume-Uni)	62 <sup>e</sup> session 25-28 septembre 2007	ECE/TRANS/WP.29/ GRRF/62
	63 <sup>e</sup> session 4-8 février 2008	ECE/TRANS/WP.29/ GRRF/63
	64 <sup>e</sup> session 16-19 septembre 2008	ECE/TRANS/WP.29/ GRRF/64
	65 <sup>e</sup> session 2-6 février 2009	ECE/TRANS/WP.29/ GRRF/65
Réunion d'experts des dispositions générales de sécurité  <b>Président :</b> M. A. Erario (Italie)	93 <sup>e</sup> session 23-26 octobre 2007	ECE/TRANS/WP.29/ GRSG/72
	94 <sup>e</sup> session 21-25 avril 2008	ECE/TRANS/WP.29/ GRSG/73
	95 <sup>e</sup> session 21-24 octobre 2008	ECE/TRANS/WP.29/ GRSG/74
Réunion d'experts de la sécurité passive  <b>Présidente :</b> M <sup>me</sup> S. Meyerson (États-Unis)	41 <sup>er</sup> session 7-11 mai 2007	ECE/TRANS/WP.29/ GRSP/41
	42 <sup>e</sup> session 11-14 décembre 2007	ECE/TRANS/WP.29/ GRSP/42
	43 <sup>e</sup> session 19-23 mai 2008	ECE/TRANS/WP.29/ GRSP/43
	44 <sup>e</sup> session 10-12 décembre 2008	ECE/TRANS/WP.29/ GRSP/44
Groupe de travail des problèmes douaniers intéressant les transports  <b>Présidente :</b> M <sup>me</sup> M. Ekstrand (Suède)	116 <sup>e</sup> session 13-15 juin 2007	ECE/TRANS/WP.30/ /232
	117 <sup>e</sup> session 25-28 septembre 2007	ECE/TRANS/WP.30/ /234
	<b>Président :</b> M. G. Jacobs (Pays-Bas) <b>Vice-Présidente :</b> M <sup>me</sup> M. Ekstrand (Suède)	118 <sup>e</sup> session 29 janvier- 1 <sup>er</sup> février 2008

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
	119 <sup>e</sup> session 2-5 juin 2008	ECE/TRANS/WP.30/ /238
	120 <sup>e</sup> session 7-10 octobre 2008	ECE/TRANS/WP.30/ /240
	121 <sup>e</sup> session 2-6 février 2009	ECE/TRANS/WP.30/ /242
Comité de gestion de la Convention TIR de 1975	44 <sup>e</sup> session 27 septembre 2007	ECE/TRANS/WP.30/ AC.2/91
<b>Président :</b>	M. A. Schoenmakers (Allemagne)	
<b>Vice-Présidente :</b>	M <sup>me</sup> H. Metaxa-Mariatou (Grèce)	
<b>Présidente :</b>	M <sup>me</sup> H. Metaxa-Mariatou (Grèce)	45 <sup>e</sup> session 31 janvier 2008
<b>Vice-Président :</b>	M. I. Makhovikov (Biélarus)	ECE/TRANS/WP.30/ AC.2/93
		46 <sup>e</sup> session 9 octobre 2008
<b>Président :</b>	M. C. Trofaïla (République de Moldova)	ECE/TRANS/WP.30/ AC.2/97
<b>Vice-Président :</b>	M. I. Makhovikov (Biélarus)	
Groupe spécial informel d'experts des aspects théoriques et pratiques de l'informatisation du régime TIR	12 <sup>e</sup> session 12 juin 2007	ECE/TRANS/WP.30/ GE.1/2007/11
<b>Présidente :</b>	M <sup>me</sup> N. Özyazıcı (Turquie)	13 <sup>e</sup> session
<b>Vice-Président :</b>	M. P. Arsić (Serbie)	26-27 septembre 2007
		ECE/TRANS/WP.30/ GE.1/2007/16
		14 <sup>e</sup> session 10-11 avril 2008
		ECE/TRANS/WP.30/ GE.1/2008/3
		15 <sup>e</sup> session 16-17 octobre 2008
		ECE/TRANS/WP.30/ GE.1/2008/5
Groupe de travail des transports routiers	101 <sup>er</sup> session 16-18 octobre 2007	ECE/TRANS/SC.1/ 381
<b>Président :</b>	M. J. Alaluusua (Finlande)	
<b>Vice-Président :</b>	M. B. Oudshoorn (Pays-Bas)	102 <sup>e</sup> session 26-27 mai 2008
		ECE/TRANS/SC.1/ 383
		103 <sup>e</sup> session 29-31 octobre 2008
		ECE/TRANS/SC.1/ 386
Groupe de travail spécial sur la révision de l'Accord européen relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route (AETR)	4 <sup>e</sup> session 14-16 mai 2007	ECE/TRANS/SC.1/ AC.6/2007/8
<b>Président :</b>	M. B. Oudshoorn (Pays-Bas)	

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
Groupe de travail principal des transports par chemin de fer	61 <sup>e</sup> session 20 novembre 2007 Paris (France)	ECE/TRANS/ SC.2/208
<b>Président :</b> M. F. Croccolo (Italie) <b>Vice-Président :</b> M. K. Kulesza (Pologne)		
<b>Président :</b> M. K. Kulesza (Pologne) <b>Vice-Président :</b> M. H. Groot (Pays-Bas)	62 <sup>e</sup> session 18-20 novembre 2008	ECE/TRANS/ SC.2/210
Groupe de travail principal des transports par voie navigable	51 <sup>er</sup> session 17-19 octobre 2007	ECE/TRANS/ SC.3/178
<b>Président :</b> M. I. Valkar (Hongrie)	52 <sup>e</sup> session 13-15 octobre 2008	ECE/TRANS/ SC.3/181
Groupe de travail de l'unification des prescriptions techniques et de sécurité en navigation intérieure	31 <sup>er</sup> session 5-7 juin 2007	ECE/TRANS/SC.3/ WP.3/62
<b>Président :</b> M. E. Kormyshov (Fédération de Russie)	32 <sup>e</sup> session 25-27 mars 2008	ECE/TRANS/SC.3/ WP.3/64
	33 <sup>e</sup> session 16-18 juin 2008	ECE/TRANS/SC.3/ WP.3/66
	34 <sup>e</sup> session 11-13 février 2009	ECE/TRANS/SC.3/ WP.3/68
<b>CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS</b>	55 <sup>e</sup> session plénière 11-13 juin 2007	ECE/CES/72
<b>Présidente :</b> M <sup>me</sup> K. Wallman (États-Unis) <b>Vice-présidents :</b> M. E. Periera Nunes (Bresil) M <sup>me</sup> H. Jeskanen-Sundström (Finlande) M. L. Biggeri (Italie) M <sup>me</sup> A. Zigure (Lettonie) M. V. Sokolin (Fédération de Russie) M <sup>me</sup> I. Krizman (Slovénie)		
<b>Présidente :</b> M <sup>me</sup> H. Jeskanen-Sundström (Finlande)	56 <sup>e</sup> plenary session 10-12 juin 2008	ECE/CES/74
<b>Vice-Président :</b> M. P., Hackl (Autriche) M. B. Pink (Australie) M. E. Periera Nunes (Bresil) M. W. Radermacher (Allemagne) M <sup>me</sup> A. Zigure (Lettonie) M. V. Sokolin (Fédération de Russie) M <sup>me</sup> K. Wallman (États-Unis)	Paris (France)	
Réunion commune CEE/Eurostat/OCDE sur la comptabilité nationale	9 <sup>e</sup> réunion 21-24 avril 2008	ECE/CES/GE.20/ 2008/2
<b>Présidents :</b> M. J. Heller (République tchèque) M. P. van de Ven (Pays-Bas) <b>Vice-Présidente :</b> M <sup>me</sup> S. Peleg (Israël)		

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
Groupe d'experts sur les indices des prix à la consommation	9 <sup>e</sup> réunion 8-9 mai 2008	ECE/CES/GE.22/ 2008/2
<b>Président :</b> M. L. Biggeri (Italie) <b>Vice-Présidente :</b> M <sup>me</sup> I. Goryatcheva (Fédération de Russie)		
Réunion de travail sur les statistiques différenciées selon le sexe	6-8 octobre 2008	ECE/CES/GE.30/ 2008/2
<b>Président :</b> M. G. Brady (Irlande)		
Réunion commune CEE/Eurostat sur les recensements de la population et des habitations	10 <sup>e</sup> session 4-6 juin 2007 Astana (Kazakhstan)	ECE/CES/GE.41/ 2007/2
<b>Présidente :</b> M <sup>me</sup> R. Bender (Canada)		
Groupe d'experts sur les registres des activités industrielles et commerciales	11 <sup>e</sup> réunion 13-15 mai 2008	ECE/CES/AC.6/ 2008/2
Groupe d'experts sur les registres des activités industrielles et commerciales	10 <sup>e</sup> réunion 18-19 juin 2007	ECE/CES/GE.42/ 2007/2
<b>Président :</b> M. M. Euriat (France) <b>Vice-Présidents :</b> M <sup>me</sup> I. Öhman (Eurostat) M. N. Ahmad (OCDE) M <sup>me</sup> V. Gaucaite Wittich (CEE)		
Groupe de travail commun CEE/Eurostat/OCDE sur les statistiques de développement durable	4 <sup>e</sup> réunion 8-9 novembre 2007	ECE/CES/2008/29
<b>Président :</b> M. R. Smith (Canada)		
Réunion CEE/PNUCID sur les statistiques de la criminalité	5 <sup>e</sup> réunion 5-6 mars 2008	ECE/CES/2008/29
Réunion CEE/PNUCID sur les statistiques de la criminalité	21-23 octobre 2008 Vienne (Autriche)	ECE/CES/2009/43
<b>Présidente :</b> M <sup>me</sup> S. McFarlane (Australie)		
Réunion CEE/Eurostat/OCDE sur la gestion de l'informatique statistique (MSIS)	8-10 mai 2007	---
<b>Président :</b> M. R. Gloersen (Norvège)		
Réunion de travail CEE/Eurostat sur les projections démographiques	7-9 avril 2008 Luxembourg	---
Réunion de travail CEE/Eurostat sur les projections démographiques	10-12 octobre 2007 Bucarest (Roumanie)	---
<b>Président :</b> M. V. Voineagu (Roumanie) <b>Vice-Président :</b> M. N. Keilman (Norvège).		
Réunion de travail CEE/Eurostat sur la confidentialité en matière de statistique	17-19 décembre 2007 Manchester (Royaume-Uni)	--
<b>Président :</b> M. A. Hundepool (Pays-Bas)		

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
Réunion de travail CEE/Eurostat sur les statistiques des migrations	3-5 mars 2008	---
<b>Présidente :</b> Mme V. Velkoff (Etats-Unis)		
Réunion de travail CEE/Eurostat/OCDE sur les métadonnées statistiques (METIS 2008)	9-11 avril 2008 Luxembourg	--
<b>Co-présidents :</b> M. A Goetzfried (Eurostat) M. D. Gilman (Etats-Unis)		
Réunion de travail sur l'édition des données statistiques	21-23 April 2008 Vienne (Autriche)	--
<b>Président :</b> M. J. Kovar (Canada)		
Réunion de travail sur la diffusion des statistiques	13-15 mai 2008	--
<b>Président :</b> M. L. Oestergaard (Danemark)		
<b>COMITÉ DU COMMERCE</b>	2 <sup>e</sup> session 22-25 octobre 2007	ECE/TRADE/C/ 2007/19
<b>Président :</b> M. A. Šafařík-Pštrosz (République tchèque)		
<b>Vice-Présidents :</b> M. D. Japaridze (Géorgie) M. Z. Jolevski (l'ex-République yougoslave de Macédoine) M <sup>me</sup> C. Rahlén (Suède) M. J.L. Sanz-Benito (Espagne)		
<b>Président :</b> M. R. van Kuik (Pays-Bas)	3 <sup>e</sup> session	ECE/TRADE/C/
<b>Vice-Présidents :</b> M. M. Antipov (Fédération de Russie) M <sup>me</sup> A. Sidoruk (Fédération de Russie) M. M. McKinnon (Royaume-Uni) M. A. Šafařík-Pštrosz (République tchèque) M. G. Stoev (Bulgarie) M. H. Yalçin (Turquie)	25-26 février 2009	2009/12
Centre pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU)	13 <sup>e</sup> session 14-16 mai 2007	ECE/TRADE/C/ CEFACT/2007/29
<b>Président :</b> M. S. Feder (États-Unis)	14 <sup>e</sup> session	ECE/TRADE/C/
<b>Vice-présidents :</b> M. M. Doran (CERN) M. T. A. Khan (Inde) M. M. Palmer (États-Unis) M <sup>me</sup> C. Rahlen (Suède)	16-17 septembre 2008	CEFACT/2008/40
Groupe de travail des politiques d'harmonisation technique et de normalisation	17 <sup>e</sup> session 5-7 novembre 2007	ECE/TRADE/C/WP.6/ 2007/13
<b>Président :</b> M. C. Arvius (Suède)	18 <sup>e</sup> session	ECE/TRADE/C/WP.6/
<b>Vice-présidents :</b> M. V. Koreshkov (Biélorus) M. P. Lukac (Slovaquie)	3-4 novembre 2008	2008/18

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
Groupe de travail sur des normes de qualité des produits agricoles	63 <sup>e</sup> session 5-9 novembre 2007	ECE/TRADE/WP.7/C/ 2007/27
<b>Présidente :</b> M <sup>me</sup> V. Baričičová (Slovaquie) <b>Vice-présidente :</b> M <sup>me</sup> N. Kauharjärvi (Finlande)	64 <sup>e</sup> session 3-6 novembre 2008	ECE/TRADE/WP.7/C/ 2008/25
Réunion de la section spécialisée de la normalisation des fruits et légumes frais 21-25 mai 2007	53 <sup>e</sup> session GE.1/2007/11	ECE/TRADE/C/WP.7/
<b>Présidente :</b> M <sup>me</sup> U. Bickelmann (Allemagne) <b>Vice-présidente :</b> M <sup>me</sup> K. Mattsson (Suède)	54 <sup>e</sup> session 26-30 mai 2008	ECE/TRADE/C/WP.7/ GE.1/2008/6
Réunion de la section spécialisée de la normalisation des produits secs et séchés	54 <sup>e</sup> session 25-29 juin 2007	ECE/TRADE/WP.7/C/ GE.2/2007/14
<b>Président :</b> M. D. LaFond (États-Unis) <b>Vice-président :</b> M. S. Sözümert (Turquie)	55 <sup>e</sup> session 23-27 juin 2008	ECE/TRADE/WP.7/C/ GE.2/2008/6
Réunion de la section spécialisée de la normalisation des plants de pommes de terre	38 <sup>e</sup> session 17-19 mars 2008	ECE/TRADE/C/WP.7/ GE.6/2008/9
<b>Président :</b> M. P.G. Bianchi (Italie) <b>Vice-président :</b> M. W. Schrage (États-Unis)		
Réunion de la section spécialisée de la normalisation de la viande	16 <sup>e</sup> session 30 avril-3 mai 2007	ECE/TRADE/C/WP.7/ GE.11/ 2007/6
<b>Président :</b> M. I. King (Australie) <b>Vice-président :</b> M. C. Morris (États-Unis)	17 <sup>e</sup> session 28-30 avril 2008	ECE/TRADE/C/WP.7/ GE.11/ 2008/8
<b>COMITÉ DE L'ÉNERGIE DURABLE</b>	16 <sup>e</sup> session 28-30 novembre 2007	ECE/ENERGY/76
<b>Président :</b> M. J.-C. Füeg (Suisse) <b>Vice-présidents :</b> M. R. Abord-de-Chatillon (France) M <sup>me</sup> B. McKee (États-Unis) M. S. Mikhailov (Fédération de Russie) M. L. Molnar (Hongrie) M. N. Otter (Royaume-Uni)		
<b>Président :</b> M. J.-C. Füeg (Suisse) <b>Vice-présidents :</b> M. R. Abord-de-Chatillon (France) M. S. Heiberg (Norvège) M <sup>me</sup> B. McKee (États-Unis) M. S. Mikhailov (Fédération de Russie) M. L. Molnar (Hongrie) M. N. Otter (Royaume-Uni)	17 <sup>e</sup> session 19-21 novembre 2008	ECE/ENERGY/78

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
Groupe spécial d'experts chargé de l'harmonisation de la terminologie des réserves et des ressources énergétiques	4 <sup>e</sup> session 17-19 octobre 2007	ECE/ENERGY/GE.3/ 2007/2
<b>Président :</b> <b>Vice-présidents :</b>	M. S. Heiberg (Norvège) M. T. Ahlbrandt (États-Unis) M. F. Birol (IEA) M. F. Camisani-Calzolari (CRIRSCO) M. M. Hamel (Secrétariat OPEP) M. Y. Podturkin (Fédération de Russie) M. J. Ritter (SPE) M. A. Subelj (Slovénie)	
<b>Président :</b> <b>Vice-présidents :</b>	M. S. Heiberg (Norvège) M. T. Ahlbrandt (États-Unis) M. F. Birol (IEA) M. F. Camisani-Calzolari (CRIRSCO) M. D. Elliott (Canada) M. M. Hamel (Secrétariat OPEP) M <sup>me</sup> D. Hinkle (SPE) M. Y. Podturkin (Fédération de Russie) M. A. Subelj (Slovénie)	5 <sup>e</sup> session 15-16 avril 2008 ECE/ENERGY/GE.3/ 2008/2 6 <sup>e</sup> session 25-27 mars 2009 ECE/ENERGY/GE.3/ 2009/2
Groupe spécial d'experts sur le méthane provenant des mines de charbon	4 <sup>e</sup> session 16-17 octobre 2008	ECE/ENERGY/GE.4/ 2008/2
<b>Président :</b> <b>Vice-présidents :</b>	M. R. Mader (Allemagne) M. Y. Bobrov (Ukraine) M. R. Pilcher (États-Unis) M. G. Present (Kazakhstan) M. S. Shumkov (Fédération de Russie) M. J. Skiba (Pologne)	
Groupe spécial d'experts de la production moins polluante d'électricité à partir du charbon et d'autres combustibles fossiles	1 <sup>er</sup> réunion 26-27 novembre 2007	ECE/ENERGY/GE.5/ 2007/5
<b>Président :</b> <b>Vice-présidents :</b>	M. B. Terzic (États-Unis) M. B. Morris (Royaume-Uni) M. V. Budinsky (République tchèque) M <sup>me</sup> M. Ersoy (Turquie) M. S. Shumkov (Fédération de Russie) M. B. Gryadushchyy (Ukraine)	
<b>Président :</b> <b>Vice-présidents :</b>	M. B. Terzic (États-Unis) M. R. Crisp (Royaume-Uni) M. V. Budinsky (République tchèque) M <sup>me</sup> M. Ersoy (Turquie) M. S. Shumkov (Fédération de Russie) M. B. Gryadushchyy (Ukraine)	2 <sup>e</sup> réunion 17-18 novembre 2008 ECE/ENERGY/GE.5/ 2008/2
Groupe de travail du gaz	18 <sup>e</sup> session 22-23 janvier 2008	ECE/ENERGY/WP.3/ 2008/2
<b>Président :</b> <b>Vice-présidents :</b>	M. I. Ponomarenko (Ukraine) M. A. Grossen (Suisse) M. A. Karasevich (Fédération de Russie)	

Organe et Bureau		Session	Côte du rapport
<b>Président :</b>	M. A. Karasevich (Fédération de Russie)	19 <sup>e</sup> session 20-21 janvier 2009	ECE/ENERGY/WP.3/ 2009/2
<b>Vice-présidents :</b>	M. I. Ponomarenko (Ukraine) M. T. Korosi (Hongrie) M. G. Radu (Roumanie) M. A. Grossen (Suisse)		
Groupe spécial d'experts de l'approvisionnement et de l'utilisation du gaz		9 <sup>e</sup> session 24 janvier 2008	ECE/ENERGY/WP.3/ GE.5/2008/2
<b>Président :</b>	M. A. Karasevich (Fédération de Russie)		
<b>Vice-présidents :</b>	M. T. Korosi (Hongrie) M. A. Zedelj (Croatie)		
<b>Président :</b>	M. T. Korosi (Hongrie)	10 <sup>e</sup> session	ECE/ENERGY/WP.3/ GE.5/2009/2
<b>Vice-présidents :</b>	M. P. Cizek (République tchèque) M. A. Zedelj (Croatie) M. A. Zorya (Fédération de Russie)	22 janvier 2009	
Comité directeur du projet «Efficacité énergétique 21»		18 <sup>e</sup> session 30-31 mai 2007	ECE/ENERGY/WP.4/ 2007/2
<b>Président :</b>	M. B. Laponche (France)		
<b>Vice-présidents :</b>	M. T. Dahlsveen (Norvège) M. Z. Genchev (Bulgarie) M. S. Koblov (Fédération de Russie) M <sup>me</sup> M. Presutto (Italie)		
<b>Président :</b>	M. Z. Genchev (Bulgarie)	19 <sup>e</sup> session	ECE/ENERGY/WP.4/ 2008/3
<b>Vice-présidents :</b>	M. T. Méraud (France) M <sup>me</sup> M. Presutto (Italie) M. T. Dahlsveen (Norvège) M. S. Koblov (Fédération de Russie)	28-29 mai 2008	
Groupe spécial d'experts des investissements dans l'efficacité énergétique en vue d'atténuer les changements climatiques		9 <sup>e</sup> réunion 1 <sup>er</sup> juin 2007	ECE/ENERGY/WP.4/ GE.1/2007/3
<b>Président :</b>	M. Z. Genchev (Bulgarie)	10 <sup>e</sup> réunion	ECE/ENERGY/WP.4/ GE.1/2008/2
<b>Vice-Président :</b>	M. M. Raptson (Ukraine)	21-22 février 2008	
<b>Président :</b>	M. Z. Genchev (Bulgarie)	11 <sup>e</sup> réunion	ECE/ENERGY/WP.4/ GE.1/2008/6
<b>Vice-Président :</b>	M. S. Surnin (Ukraine)	30 mai 2008	
		12 <sup>e</sup> réunion 19 décembre 2008	ECE/ENERGY/WP.4/ GE.1/2008/9
		13 <sup>e</sup> réunion 26-27 février 2009	ECE/ENERGY/WP.4/ GE.1/2009/3
<b>COMITÉ DU BOIS</b>		65 <sup>e</sup> session 8-11 octobre 2007	ECE/TIM/2007/9
<b>Président :</b>	M. J. Dengg (Allemagne)		
<b>Vice-présidents :</b>	M. H. Pajuoja (Finlande) M. B. Glavonjic (Serbie)		

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
<b>Co-Présidents :</b> M. A. Chaudron (France) M. J. Dengg (Allemagne)	Session extraordinaire 28-30 avril 2008	ECE/TIM/S/2008/6
Comité du bois et Commission européenne des forêts de la FAO	Session commune 21-24 octobre 2008 Rome (Italie)	ECE/TIM/2008/9 FO :EFC/2008/REP
<b>Co-Présidents :</b> M. A. Chaudron (France) M. J. Dengg (Allemagne)		
Groupe de travail mixte FAO/CEE de l'économie forestière et des statistiques des forêts	30 <sup>e</sup> session 2-3 avril 2008	ECE/TIM/EFC/WP.2/ 2008/11
<b>Président :</b> <b>Vice-présidents :</b>	M <sup>me</sup> S. Phelps (Canada) M. Aarne (Finlande) M. M. Valgepea (Estonie)	
<b>Président :</b> <b>Vice-présidents :</b>	M. M. Valgepea (Estonie) M. A. Mariano (Italie) M <sup>me</sup> S. Phelps (Canada)	31 <sup>e</sup> session 31 mars-1 <sup>er</sup> avril 2009 ECE/TIM/EFC/WP.2/ 2009/10
<b>COMITÉ DU LOGEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE</b>	68 <sup>e</sup> session 17-18 septembre 2007	ECE/HBP/145
<b>Présidente :</b> <b>Vice-présidents :</b>	M <sup>me</sup> D. Andoni (Albanie) M. A. Khanlarov (Azerbaïdjan) M. H. van Eyk (Pays-Bas) M <sup>me</sup> N. Jokhadze (Géorgie) M. P. Creuzer (Allemagne) M <sup>me</sup> E. Szolgayová (Slovaquie) M <sup>me</sup> J. Kreitmayer McKenzie (Slovénie) M. M. Vaquer Caballeria (Espagne) M. E. Hauri (Suisse)	
<b>Présidente :</b> <b>Vice-présidents :</b>	M <sup>me</sup> D. Andoni (Albanie) M. W. Foerster (Autriche) M. A. Khanlarov (Azerbaïdjan) M <sup>me</sup> N. Jokhadze (Géorgie) M. P. Creuzer (Allemagne) M. H. van Eyk (Pays-Bas) M. B. Suditu (Estonie) M. A. Starovoytov (Fédération de Russie) M <sup>me</sup> E. Szolgayová (Slovaquie) M. M. Vaquer Caballeria (Espagne) M. E. Hauri (Suisse)	69 <sup>e</sup> session 22-23 septembre 2008 ECE/HBP/149
Groupe de travail de l'administration des biens fonciers	5 <sup>e</sup> session 19-20 novembre 2007	ECE/HBP/WP.7/ 2007/10
<b>Président :</b> <b>Vice-président :</b>	M. P. Creuzer (Allemagne) M. A. Overchuk (Fédération de Russie)	

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
<b>COMITÉ DE LA COOPÉRATION ET DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUES</b>	2 <sup>e</sup> session 5-7 décembre 2007	ECE/CECI/ 2007/2
<b>Président :</b> M. M. Pietarinen (Finlande) <b>Vice-présidents :</b> M. D. Salazar (États-Unis) M. A. Savinykh (Biélarus)	3 <sup>e</sup> session 3-5 décembre 2008	ECE/CECI/ 2008/2
Conférence internationale sur les moyens d'action envisageables pour réduire les obstacles à l'entrepreneuriat et encourager le développement des entreprises	18-19 juin 2007	ECE/CECI/2007/5
<b>Présidente :</b> M <sup>me</sup> Oxana Slyusarenko (Ukraine)		
Équipe de spécialistes de la propriété intellectuelle	2 <sup>e</sup> session 27 juillet 2007	ECE/CECI/IP/2007/2
<b>Président :</b> M. S. Markovic (Serbie) <b>Vice-présidents :</b> M <sup>me</sup> M. Helledi-Knudsen (Danemark) M. J. Anderson (Royaume-Uni)		
<b>Président :</b> M. S. Markovic (Serbie) <b>Vice-présidents :</b> M <sup>me</sup> N. Zolotykh (Fédération de Russie) M. J. Anderson (Royaume-Uni)	3 <sup>e</sup> session 3-4 juillet 2008	ECE/CECI/IP/2008/2
Conférence internationale sur la protection des droits de propriété intellectuelle et la transformation des produits de la recherche et développement	25-26 juillet 2007	ECE/CECI/IP/ CONF.1/2007/2
<b>Présidente :</b> M <sup>me</sup> L. Sterbova (République tchèque)		
Équipe de spécialistes des partenariats public-privé	1 <sup>er</sup> réunion 28-29 février 2008	ECE/CECI/PPP/2008/2
<b>Président :</b> M. C.B. Solomon (Israël) <b>Vice-présidents :</b> M <sup>me</sup> B. Pencheva (Bulgarie) M. D. Amunts (Fédération de Russie) M. A. Smith (États-Unis) M. J. Stewart (Royaume-Uni)		
Conférence internationale sur le partage des connaissances et renforcement des capacités pour la promotion de partenariats public-privé fructueux dans la région de la CEE	5-8 juin 2007 Tel Aviv (Israël)	--
<b>Président :</b> --		
Équipe de spécialistes des politiques d'innovation et de compétitivité	2 <sup>e</sup> session 14-15 février 2008	ECE/CECI/ICP/ 2008/2
<b>Président :</b> M. K. Gulda (Pologne) <b>Vice-présidents :</b> M. A. Link (États-Unis) M. G. Marklund (Suède) M <sup>me</sup> A. Pappa (Grèce) M. Y. Poluneev (Ukraine)		

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
Réunion d'experts du financement d'un développement innovant	3-4 mai 2008	ECE/CECI/FID/2007/2
<b>Présidente :</b> M <sup>me</sup> A. Pappa (Grèce)		
<b>Vice-président :</b> M. Y. Buynov (Fédération de Russie)		
Conférence internationale sur le renforcement de l'intégration des économies en transition à l'économie mondiale par la diversification économique	2-4 avril 2008	ECE/CECI/CONF.1/2
<b>Président :</b> --		
Conférence internationale sur le thème «Investir dans l'innovation: créer de nouvelles perspectives pour la région de la CEE»	10-11 avril 2008	ECE/CECI/CONF.2/2
<b>Président :</b> --		
Conférence internationale «Donner une nouvelle impulsion aux partenariats public-privé : nouvelles perspectives de développement des infrastructures dans les pays en transition	21-22 Octobre 2008 Moscou (Fédération de Russie)	ECE/CECI/CONF.3/2
<b>Président :</b> --		
Séminaire de politique appliquée: «Financement initial et réceptivité à l'investissement» des entreprises innovantes»	23 mai 2008 Moscou (Fédération de Russie)	ECE/CECI/SEM.1/2
<b>Président :</b> --		

**D. CONVENTIONS ADMINISTRÉES PAR LE SECRÉTARIAT DE LA CEE-ONU**  
**Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance**

Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance	25 <sup>e</sup> session 10-13 décembre 2007	ECE/EB.AIR/91
<b>Président :</b> M. M. Williams (Royaume-Uni)	26 <sup>e</sup> session	ECE/EB.AIR/96
<b>Vice-présidents :</b> M. W. Harnett (États-Unis)	15-18 décembre 2008	
M <sup>me</sup> S. Nurmi (Finlande)		
M. R. Ballaman (Suisse)		
M. T. Johannessen (Norvège)		
M. J. Schneider (Autriche)		
M. S. Michel (Suisse)		
Organe directeur du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP)	31 <sup>e</sup> session 3-5 septembre 2007	ECE/EB.AIR/GE.1/2007/2
<b>Président :</b> M. J. Schneider (Autriche)		
<b>Vice-présidents :</b> M. P. Grennfelt (Suède)		
M. J. Rea (Royaume-Uni)		
M <sup>me</sup> L. Rouil (France)		
M <sup>me</sup> S. Vidic (Croatie)		
M. K. Wieringa (Pays-Bas)		
M <sup>me</sup> M. Wichmann-Fiebig (Allemagne)		

Organe et Bureau		Session	Côte du rapport
<b>Présidente :</b>	M <sup>me</sup> S. Vidic (Croatie)	32 <sup>e</sup> session	ECE/EB.AIR/GE.1/
<b>Vice-présidents :</b>	M. P. Grennfelt (Suède) M <sup>me</sup> M. Wichmann-Fiebig (Allemagne) M <sup>me</sup> Z. Ferenczi (Hongrie) M. J. Macoun (République tchèque) M. X. Querol (Espagne) M. Y. Viisanen (Finlande)	8-10 septembre 2008	2007/2
Groupe de travail des effets		26 <sup>e</sup> session 29-31 août 2007	ECE/EB.AIR/WG.1/ 2007/2
<b>Président :</b>	M. T. Johannessen (Norvège)		
<b>Vice-présidents :</b>	M. H.-D. Gregor (Allemagne) M. B. Achermann (Suisse) M. W. Mill (Pologne) M <sup>me</sup> A.-C. Le Gall (France)		
<b>Président :</b>	M. T. Johannessen (Norvège)	27 <sup>e</sup> session	ECE/EB.AIR/WG.1/
<b>Vice-présidents :</b>	M <sup>me</sup> A.-C. Le Gall (France) M. T. Clair (Canada) M <sup>me</sup> I. Skorepova (République tchèque) M. J. Bak (Danemark) M. C. Nagl (Autriche)	24-26 septembre 2008	2008/2
Groupe de travail des stratégies et de l'examen		40 <sup>e</sup> session 17-20 septembre 2007	EB.AIR/WG.5/88
<b>Président :</b>	M. R. Ballaman (Suisse)		
<b>Vice-présidents :</b>	M <sup>me</sup> N. Karpova (Fédération de Russie) M. J. Sliggers (Pays-Bas) M. P. Jilek (République tchèque) M <sup>me</sup> C. Heathwood (Canada)		
<b>Président :</b>	M. R. Ballaman (Suisse)	41 <sup>e</sup> session	EB.AIR/WG.5/90
<b>Vice-présidents :</b>	M <sup>me</sup> N. Karpova (Fédération de Russie) M. J. Sliggers (Pays-Bas) M. P. Jilek (République tchèque) M <sup>me</sup> K. Scavo (États-Unis)	14-17 avril 2008 42 <sup>e</sup> session 1-5 septembre 2008	EB.AIR/WG.5/92
<b>Président :</b>	M. R. Ballaman (Suisse)	43 <sup>e</sup> session	EB.AIR/WG.5/94
<b>Vice-présidents :</b>	M <sup>me</sup> N. Karpova (Fédération de Russie) M. J. Sliggers (Pays-Bas) M. P. Jilek (République tchèque) M. D. Fantozzi (États-Unis)	9-13 mars 2009	
<b>Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux</b>			
Mécanisme spécial de facilitation des projets		1 <sup>e</sup> réunion 25 juin 2008	ECE/MP.WAT/AC.1/ 2008/2
<b>Présidente :</b>	M <sup>me</sup> C. Bjorklund (Norvège)		EUR/08/5086361/8

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
Comité d'examen du respect des dispositions du Protocole sur l'eau et la santé	1 <sup>e</sup> réunion 12 mars 2008	ECE/MP.WH/C.1/ 2008/1 EUR/08/5069385/6
<b>Président :</b> M. A. Tanzi (Italie) <b>Vice-Présidente :</b> M <sup>me</sup> I. Drulyte (Lithuania)	2 <sup>e</sup> réunion 24-25 septembre 2008	ECE/MP.WH/C.1/ 2008/4 EUR/08/5086338/7
	3 <sup>e</sup> réunion 25-26 février 2009	ECE/MP.WH/C.1/ 2009/2
Conseil juridique	5 <sup>e</sup> réunion 2-3 octobre 2008	ECE/MP.WAT/AC.4 2008/2
<b>Président :</b> M. A. Tanzi (Italie)		
Groupe de travail de la gestion intégrée des ressources en eau	3 <sup>e</sup> réunion 22-24 octobre 2008 Rome (Italie)	ECE/MP.WAT/WG.2/ 2008/2
<b>Présidente :</b> M <sup>me</sup> V. Vermont (Suisse)		
Groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation	8 <sup>e</sup> réunion 25-27 juin 2007 Helsinki (Finlande)	ECE/MP.WAT/WG.2/ 2007/2
<b>Présidente :</b> M <sup>me</sup> L. Kauppi (Finlande) <b>Vice-président :</b> M <sup>me</sup> Z. Buzas (Hongrie)		
<b>Présidente :</b> M <sup>me</sup> L. Kauppi (Finlande) <b>Vice-Présidents :</b> M <sup>me</sup> Z. Buzas (Hongrie) M. P. Roncak (Slovaquie)	9 <sup>e</sup> réunion 17-18 juin 2008	ECE/MP.WAT/WG.2/ 2008/2
Groupe de travail de l'eau et de la santé	1 <sup>er</sup> réunion 26-27 juin 2008	ECE/MP.WH/WG.1/ 2008/2 EUR/08/5086340/12
<b>Président :</b> M. K. Tvietan (Norvège) <b>Vice-présidents :</b> M <sup>me</sup> M. Behanova (Slovaquie) M. T. Kistemann (Allemagne)		
Séminaire sur la surveillance et l'évaluation des eaux transfrontières dans la région de la CEE	16-17 juin 2008	ECE/MP.WAT/SEM.1/ 2008/2
<b>Président :</b> M. M. Varela (Espagne) <b>Vice-présidents :</b> M. P. Roncak (Slovaquie) M <sup>me</sup> L. Kauppi (Finlande)		
<b>Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière</b>		
Réunion des Parties à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière	4 <sup>e</sup> réunion 19-21 mai 2008 Bucarest (Roumanie)	ECE/MP.EIA/10
<b>Co-Président :</b> M. A. Korodi (Roumanie) M. S. Stoica (Roumanie)		

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement	10 <sup>e</sup> réunion 21-23 mai 2007	ECE/MP.EIA/WG.1/ 2007/2
<b>Président :</b> M <sup>me</sup> V. Grigorova (Bulgarie)		
<b>Vice-Présidents :</b> M <sup>me</sup> S. Ruza (Lettonie) M. R. Gebbels (Commission européenne)	11 <sup>e</sup> réunion 21-23 novembre 2007	ECE/MP.EIA/WG.1/ 2007/8
Comité d'application	12 <sup>e</sup> réunion 26-28 juin 2007	ECE/MP.EIA/ 2008/1
<b>Présidente :</b> M <sup>me</sup> S. Rantakallio (Finlande)		
<b>Vice-présidente :</b> M <sup>me</sup> D. Stefkova (ex-République yougoslave de Macédoine)	13 <sup>e</sup> réunion 30 octobre- 1 <sup>er</sup> novembre 2007	ECE/MP.EIA/ 2008/2
	14 <sup>e</sup> réunion 15-17 janvier 2008	ECE/MP.EIA/ 2008/3
<b>Président :</b> M. M. Sauer (Allemagne)		
<b>Vice-présidentes :</b> M <sup>me</sup> V. Kolar-Planinsic (Slovénie) M <sup>me</sup> D. Olaru (République de Moldova)	15 <sup>e</sup> réunion 28-30 octobre 2008	ECE/MP.EIA/IC/ 2008/2
	16 <sup>e</sup> réunion 10-12 mars 2009	ECE/MP.EIA/IC/ 2009/2
<b>Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels</b>		
Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels	5 <sup>e</sup> réunion 25-27 novembre 2008	ECE/CP.TEIA/19
<b>Président :</b> M. C. Dijkens (Pays-Bas)		
<b>Vice-présidents :</b> M. B. Gay (Suisse) M. C. Piacente (Italie)		
Groupe de travail de l'application	5 <sup>e</sup> réunion 15-16 avril 2008 Karlstad (Suède)	---
<b>Président :</b> M. G. Hem (Norvège)		
<b>Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement</b>		
Réunion des Parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement	3 <sup>e</sup> meeting 11-13 juin 2008 Riga (Lettonie)	ECE/MP.PP/2008/2
<b>Présidente :</b> M <sup>me</sup> M. Aarhus (Norvège)		
<b>Vice-Président :</b> M. J. Jendroška (Pologne)		
Groupe de travail sur les registres des rejets et transferts de polluants	5 <sup>e</sup> réunion 22-24 octobre 2007	ECE/MP.PP/AC.1/ 2007/4
<b>Président :</b> M. M. Amand (Belgique)		
<b>Vice-Présidente :</b> M <sup>me</sup> N. Tkhlava (Géorgie)		

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
<b>Président :</b> M. M. Amand (Belgique) <b>Vice-Présidents :</b> M <sup>me</sup> N. Tkhlava (Géorgie) M. R. Boyce (Royaume-Uni)	6 <sup>e</sup> réunion 24-26 novembre 2008	ECE/MP.PP/AC.1/ 2008/2
Groupe de travail des Parties à la Convention	7 <sup>e</sup> réunion 2-4 mai 2007	ECE/MP.PP/WG.1/ 2007/2
<b>Présidente :</b> M <sup>me</sup> H. Bjurstrøm (Norvège)	8 <sup>e</sup> réunion 31 octobre- 2 novembre 2007	ECE/MP.PP/WG.1/ 2007/5
<b>Présidente :</b> M <sup>me</sup> M. Aarhus (Norvège)	9 <sup>e</sup> réunion 13-15 février 2008	ECE/MP.PP/WG.1/ 2008/2
Comité d'examen du respect des dispositions	16 <sup>e</sup> réunion 13-15 juin 2007	ECE/MP.PP/C.1/ 2007/4
<b>Président :</b> M. V. Koester (Danemark) <b>Vice-Présidente :</b> M <sup>me</sup> S. Kravchenko (Ukraine)	17 <sup>e</sup> réunion 26-28 septembre 2007	ECE/MP.PP/C.1/ 2007/6
	18 <sup>e</sup> réunion 28-30 novembre 2007	ECE/MP.PP/C.1/ 2007/8
	19 <sup>e</sup> réunion 5-7 mars 2008	ECE/MP.PP/C.1/ 2008/2
	20 <sup>e</sup> réunion 8-10 juin 2008 Riga (Lettonie)	ECE/MP.PP/C.1/ 2008/4
	21 <sup>er</sup> réunion 17-19 septembre 2008	ECE/MP.PP/C.1/ 2008/6
	22 <sup>e</sup> réunion 17-19 décembre 2008	ECE/MP.PP/C.1/ 2008/8
	23 <sup>e</sup> réunion 31 mars-3 avril 2009	ECE/MP.PP/C.1/ 2009/2

### ANNEXE III

#### PUBLICATIONS ET DOCUMENTS PUBLIÉS PAR LA COMMISSION

##### A. LISTE DES PRINCIPALES ÉTUDES ET PUBLICATIONS DE LA CEE, 2007/2009

**NOTE:** Les symboles suivants indiquent les langues dans lesquelles les documents ont été publiés: A, anglais; F, français; R, russe; A/F, bilingue (anglais/français); A/F/R, trilingue (anglais/français/russe).

##### QUESTIONS GÉNÉRALES

Rapport annuel de la CEE au Conseil économique et social, 24 février 2006-27 avril 2007, Supplément N° 17 (E/2007/37-E/ECE/1448)	AF R
Putting Economic Governance at the Heart of Peacebuilding (N° de vente 09.II.E.2)	A
Looking Back and Peering Forward – A Short History of the United Nations Economic Commission for Europe, 1947-2007 (ECE/INF/2007/4)	A

##### TRANSPORTS, SANTÉ ET ENVIRONNEMENT

Transport; Health and Environment: Trends and Developments in the UNECE-WHO Region (1997-2007) (ECE/AC.21/3)	A
Travailler ensemble pour un transport durable et sain. Guide pratique des conditions institutionnelles propices à l'intégration des politiques des transports, de la santé et de l'environnement (ECE/AC.21/1)	A F R
Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement : L'évaluation et le progrès accompli (ECE/AC.21/2)	A F R
Transport, Health and Environment: Trends and Developments in the UNECE-WHO European Region (1997-2007) (ECE/AC.21/3)	A
Déclaration d'Amsterdam. Relier les maillons de la chaîne : choix en matière de transports pour notre santé, l'environnement et la prospérité (ECE/AC.21/4)	A F R

##### POPULATION

How Generations and Gender Shape Demographic Change: Towards policies based on better knowledge (ECE/HBP/154) (N° de vente 09.II.E.8)	A
A Society for All Ages: Challenges and Opportunities Proceedings of the 2007 UNECE Ministerial Conference on Ageing (ECE/HBP/153) (N° de vente 08.II.E.14)	A
Generations and Gender Programme – Concepts and Guidelines ECE/HBP/152 (N° de vente 08.II.E.6)	A

##### ENVIRONNEMENT

Stratégies et politiques visant à réduire la pollution atmosphérique– Révision 2006 (ECE/EB.AIR/93) (N° de vente 07.E.II.24)	A F R
Air pollution studies No. 16 Hemispheric Transport of Air Pollution 2007 (ECE/EB.AIR/94) (N° de vente 08.E.II.5)	A

Environmental Monitoring and Reporting by Enterprises: Eastern Europe, Caucasus and Central Asia ECE/CEP/141 – (N° de vente 07.II.E.17)	A R
Environmental Indicators and Indicators-based Assessment Reports – Eastern Europe, Caucasus and Central Asia (ECE/CEP/140) (N° de vente 07.E.II.9)	A R
Environmental Policy and International Competitiveness in a Globalizing World: Challenges for low-income countries in the UNECE Region (ECE/CEP/146)	A R
Directive concernant la participation du public à l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (ECE/MP.EIA/7)	A/F/R
Directive concernant l'application concrète de la Convention d'Espoo (ECE/MP.EIA/8)	A/F/R
Examen de l'application de la Convention d'Espoo (ECE/MP.EIA/11)	A/F/R
Votre droit à un environnement sain – Un guide simplifié à la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (ECE/MP.PP/5) (N° de vente. 06.II.E.9)	A F R
Guidance on Implementation of the Protocol on Pollutant Release and Transfer Registers (ECE/MP.PP/7) CD-Rom disponible sur le site : <a href="http://www.unece.org/env/pp/prtr.cb.htm">http://www.unece.org/env/pp/prtr.cb.htm</a>	A R
Lignes directrices et règles de bonne pratique en matière de sûreté des conduites (ECE/CP.TEIA/16 : ECE/MP.WAT/27)	A F R
Bonnes pratiques en matière d'éducation pour le développement durable dans la région de la CEE ONU (ECE/UNESCO) Également disponible sur CD-Rom (ED-2007/WS/31)	A F R
Protocole sur l'eau et la santé (/ECE/MP.WAT/17)	A/F/R
Our Waters: Joining Hands Across Borders. First Assessment of Transboundary Rivers, Lakes and Groundwaters (ECE/MP.WAT/25) (N° de vente 07.II.E.19)	A
Recommandations relatives au paiement des services rendus par les écosystèmes dans le cadre de la gestion intégrée des ressources en eau (ECE/MP.WAT/22) (N° de vente 07.II.E.12)	A F R
<u>Études de performance environnementale</u>	
Points critiques dans la mise en œuvre des politiques environnementales (ECE/CEP/136)	A F R
N° 24 – Ukraine (Second Review) (ECE/CEP/133) (N° de vente 07.II.E.6)	A R
N° 25 – Republic of Montenegro (Second Review) (ECE/CEP/135) (N° de vente 07.II.E.13)	A
N° 26 – Republic of Serbia (Second Review) (ECE/CEP/143) (N° de vente 07.II.E.16)	A
N° 27 – Kazakhstan (Second Review) (ECE/CEP/142) (N° de vente 08.II.E.11)	A R
N° 28 – Kyrgyzstan (Second Review) (ECE/CEP/153) (N° de vente 09.II.E.7)	A R

## TRANSPORT

Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses, Règlement type 15 <sup>e</sup> édition révisée (ST/SG/AC.10/1/Rev.15) (N° de vente 07.VIII.1) (également disponible en arabe, chinois et espagnole) CD-Rom – anglais/français/espagnole	A F R
--	-------

Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses, Manuel d'épreuves et de critères, 4 <sup>e</sup> édition révisée. (ST/SG/AC.10/11/Rev.4/Amend.1) (N <sup>o</sup> de vente 05.VIII.4) <i>(également disponible en arabe, chinois et espagnole)</i>	A F R
Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH) 2 <sup>e</sup> édition révisée (ST/SG/AC.10/30/Rev.2) (N <sup>o</sup> de vente 07.II.E.5) <i>(également disponible en arabe, chinois et espagnole)</i>	A F R
Accord européen relative au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN 2009) (ECE/TRANS/203) (N <sup>o</sup> de vente 08.VIII.4)	A F R
Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR 2009) (2 vol.) (ECE/TRANS/202) (N <sup>o</sup> de vente 08.VIII.1)	A F R
CEVNI – Code européen des voies de navigation intérieure (Révision 3) (ECE/TRANS/SC.3/115/Rev.3) (N <sup>o</sup> de vente 07.II.E.23)	A F R
Convention sur la circulation routière de 1968 et Accord européen complétant la Convention, Versions consolidées de 2006 (ECE/TRANS/195) (N <sup>o</sup> de vente 07.VIII.5) <i>(également disponible en arabe, chinois et espagnole)</i>	A F R
Convention sur la signalisation routière de 1968. Accord européen complétant la Convention et Protocole sur les marques routières, additional à l'Accord européen (versions consolidées de 2006) (ECE/TRANS/196) (N <sup>o</sup> de vente 07.VIII.7) <i>(également disponible en arabe, chinois et espagnole)</i>	A F R
Manuel TIR (ECE/TRANS/TIR/6/Rev.8) <i>(également disponible en arabe, chinois et espagnole)</i> Disponible sur le site <a href="http://www.unece.org/tir/tir-hb.html">http://www.unece.org/tir/tir-hb.html</a>	A F R
La base méthodologique pour la définition de critères communs concernant les goulets d'étranglement, les liaisons manquantes et le niveau de service sur les réseaux d'infrastructure (ECE/TRANS/205)	A F R
Carte du réseau de routes E – Accord européen sur les grandes routes de trafic internationaux (AGR), 2007	A/F/R
Joint Study on Developing Euro-Asian Transport Linkages (ECE/TRANS/184)	A R

#### STATISTIQUES

UNECE Countries in Figures 2009 (N <sup>o</sup> de vente 09.II.E.5)	A
Managing Statistical Confidentiality and Microdata Access - Principles and Guidelines of Good Practice (N <sup>o</sup> de vente 07.II.E.7)	A
Recommandations de la Conférence des statisticiens européens pour les recensements de la population et des logements de 2010 (ECE/CES/STAT/NONE/2006/4) Disponible sur le site <a href="http://www.unece.org/stats/census/">http://www.unece.org/stats/census/</a>	A F R
Measuring Population and Housing. Practices of UNECE countries in the 2000 round of censuses (N <sup>o</sup> de vente 07.II.E.15)	A R
Register-based Statistics in the Nordic Countries – Review of best practices with focus on population and social statistics (N <sup>o</sup> de vente 07.II.E.11)	A R
Non-Observed Economy in National Accounts – Survey of country practices (N <sup>o</sup> de vente 08.II.E.8)	A

Assessment of Capacity of for Countries of Eastern and South-Eastern Europe,  
Caucasus and Central Asia to Produce MDG-Relevant Statistics (N° de vente 07.II.E20) A R

The Wye Group Handbook – Rural Households' Livelihood and Well-Being Statistics on  
Rural Development and Agriculture Household Income (N° de vente 07.II.E.14) A

Measuring Sustainable Development (ECE/CES/77) A

### COMMERCE

Trade Facilitation Terms: An English-Russian Glossary (ECE/TRADE/377 )  
(N° de vente 08.II.E.12) A/R

Guide d'analyse comparative des procédures de la facilitation du commerce  
(ECE/TRADE/366) A F R

Feuille de route pour un commerce sans papier  
(ECE/TRADE/371) A F R

Résumé des recommandations du CEFAC-ONU concernant la facilitation du commerce  
(ECE/TRADE/346) A F R

Guides sur le commerce et le développement No 9: Établissement de partenariats commerciaux  
en Europe orientale, dans le Caucase et en Asie centrale (ECE/TRADE/376)  
(N° de vente 06.II.E.3) A F R

Introduction au financement du commerce dans les pays en transition (ECE/TRADE/361)  
(N° de vente 06.II.E.6) A R

#### Normes de qualité des produits agricoles

Norme CEE-ONU pour la viande de dinde – carcasses et parties (ECE/TRADE/358)  
(N° de vente 07.II.E.2) A F R

Norme CEE-ONU pour la viande lama/alpaga – carcasses et découpes (ECE/TRADE/368)  
(N° de vente 07.II.E.3) A F R

Norme CEE-ONU pour la viande porcine – carcasses et découpes (ECE/TRADE/369)  
(N° de vente ° 07.II.E.1) A F R

Norme CEE-ONU pour les plants de pomme de terre  
Disponible sur le site: [http://www.unece.org/trade/agr/standard/potatoes/pot\\_f/S-1\\_2008\\_f.doc](http://www.unece.org/trade/agr/standard/potatoes/pot_f/S-1_2008_f.doc) A F R

Norme CEE-ONU pour les fruits et légumes frais  
Disponible sur le site: [http://www.unece.org/trade/agr/standard/fresh/StandardLayout/FFV\\_2008\\_f.pdf](http://www.unece.org/trade/agr/standard/fresh/StandardLayout/FFV_2008_f.pdf) A F R

Norme CEE-ONU pour les produits secs et séchés  
Disponible sur le site: [http://www.unece.org/trade/agr/standard/dry/StandardLayout/StandardLayoutDDP\\_f.pdf](http://www.unece.org/trade/agr/standard/dry/StandardLayout/StandardLayoutDDP_f.pdf) A F R

#### Publications sur Internet

Trade Promotion Directory (updated annually)  
Disponible sur le site: <http://www.unece.org/trade/trade-directory/welcome.htm>

United Nations Electronic Data Interchange for Administration, Commerce and Transport – UN/EDIFACT Directory (updated biannually)  
Disponible sur le site: <http://www.unece.org/trade/untdid/directories.htm> - D.08A and D.08 B

United Nations Codes for Trade and Transport Locations (UN/LOCODE) (updated biannually).  
Disponible sur le site: <http://www.unece.org/cefact/locode/welcome.htm>

ECE Multiplier Points Network  
Disponible sur le site: <http://www.unece.org/trade/multiplier-points/welcome.htm>

Trade Documents Repository, Trade Document Toolkit and Single Window Repository  
Disponible sur le site: <http://unece.unog.ch/etrade/>

## ÉNERGIE DURABLE

### CEE Série « Énergie »

- N° 33: Mapping of the United Nations Framework Classification for Fossil Energy and Mineral Resources (ECE/ENERGY/71) (N° de vente 09.II.E.6) A R
- N° 34: Investing in Energy Security Risk Mitigation (ECE/ENERGY/74) (N° de vente 08.II.E.16) A R
- N° 36: Nouveaux risques mondiaux en matière de sécurité énergétique (ECE/ENERGY/70) (N° de vente 07.II.E.22) A F R

## BOIS

### Geneva Timber and Forest Study Papers

- N° 22: Forest Products Annual Market Review 2006-2007 (ECE/TIM/SP/22) (N° de vente 07.II.E.18) A R
- N° 23: Revue annuelle du marché des produits forestiers 2007-2008 (ECE/TIM/SP/23) (N° de vente 08.II.13) A.F R

### Geneva Timber and Forest Discussion Papers

- Forest and Forest Products Country Profile: Ukbekistan (ECE/TIM/DP/45) A
- European Forest Sector Outlook Study: Trends 2000-2005 Compared to the EFSOS Scenarios (ECE/TIM/DP/47) A
- International Forest Fire News No 34, janvier-juin 2006 (ECE/TIM/IFFN/2007/1) A

## LOGEMENT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Country Profiles on the Housing Sector:  
(Disponible sur le site <http://www.unece.org/env/hs/prgm/prgm.htm#profiles>)

- Serbie et Monténégro (ECE/HBP/139) A
- Géorgie (ECE/HBP/143) A R
- Bélarus (ECE/HBP/150) A/R
- Kyrgyzstan (ECE/HBP/154) A/R

Spatial Planning – Key Instrument for Development and Effective Governance with Special Reference to Countries in Transition (ECE/HBP/146) A R

Self-made cities: In Search of Sustainable Solutions for Informal Settlements in the United Nations Economic Commission for Europe Region (ECE/HBP/155) (N° de vente 09.II.E.9) A/R

### COOPÉRATION ET INTÉGRATION ÉCONOMIQUES

Information and Communication Technology Policy and Legal Issues for Central Asia – Guide for ICT Policymakers (ECE/CECI/1) (N° de vente 07.II.E.21) A R

Financing Innovative Development – Comparative Review of the Experiences of UNECE Countries in Early-Stage Financing (ECE/CECI/2) (N° de vente 08.II.E.2) A R

Creating a Conducive Environment for Higher Competitiveness and Effective National Innovation Systems. Lessons Learned from the Experiences of UNECE Countries (ECE/CECI/3) (N° de vente 08.II.E.3) A R

Guidebook on Promoting Good Governance in Public-Private Partnerships (ECE/CECI/4) (N° de vente 08.II.E.1) A R

Recueil de bonnes pratiques permettant de promouvoir un développement fondé sur le savoir (ECE/CECI/5) (N° de vente 08.II.E.17) A F R

Developing Entrepreneurship in the UNECE Region (ECE/CECI/6) (N° de vente 08.II.E.18) A

Policy Options and Instruments for Financing Innovation: A Practical Guide to Early-Stage Financing (ECE/CECI/7) (N° de vente 09.II.E.3) A

### B. LISTE DES DOCUMENTS SOUMIS À LA COMMISSION À SA SOIXANTE-TROISIÈME SESSION

Ordre du jour provisoire E/ECE/1449

Atténuation des changements climatiques et adaptation à ces changements – l'action de la CEE: traduire en acquis régionaux les objectifs et engagements mondiaux E/ECE/1450

Examen de la réforme de la CEE E/ECE/1451

Autres questions sur lesquelles la Commission est appelée à prendre une décision E/ECE/1452

### C. RAPPORTS DES COMITÉS SECTORIELS DE LA COMMISSION

Comité des politiques de l'environnement ECE/CEP/S/152  
Comité des transports intérieurs ECE/TRANS/206  
Conférence des statisticiens européens ECE/CES/74  
Comité du commerce ECE/TRADE/C/2009/12  
Comité de l'énergie durable ECE/ENERGY/78  
Comité du bois ECE/TIM/2008/6  
Comité des établissements humains ECE/HBP/149  
Comité de la coopération et de l'intégration économiques ECE/CECI/2008/2

-----